

RAPPORT D'ACTIVITES

SEPTEMBRE 2013 – AOUT 2014

Par l'équipe CIEDEL

SOMMAIRE

PANORAMA DE L'ANNEE	3
LA FORMATION UNIVERSITAIRE DU CIEDEL	9
« DECENTRALISATION ET POLITIQUES PUBLIQUES »	13
Expertises.....	14
Accompagnements de coopérations décentralisées et formations- accompagnements.....	15
La formation universitaire	17
Publications et participation à des évènements.....	17
Madagascar - Région Atsinanana.	18
Mali - Conseil Régional de Tombouctou (CRT).	19
DEVELOPPEMENT LOCAL ET TERRITOIRES	19
Formation universitaire	21
INUJED	23
Les formations externes	23
Recherche action	24
Accompagnements	24
Publications	25
Le Programme de Développement Local Inclusif.....	26
Le PROFADEL	27
Réseau RAFOD	28
Les activités « Développement local » en France	30
COMPETENCES METHODOLOGIQUES	32
La capitalisation	34
Les formations courtes	35
Les expertises.....	35
APPROCHES TRANSVERSALES, PARTENARIATS MULTI ACTEURS ET DIALOGUE POLITIQUE	36
Genre et développement	36
Interculturalité	37
Coopération et solidarité internationale.....	37
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	39
PARTENARIATS	41
RESACOOOP	41
L'UCLy	42
VIE ASSOCIATIVE & VIE D'EQUIPE	43
LISTE DES SIGLES	45

PANORAMA DE L'ANNEE

LES DOMAINES DE COMPÉTENCES

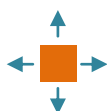
Le CIEDEL décline l'exercice de sa mission dans sept domaines de compétences :



« **Décentralisation, politiques publiques** » qui concerne les sujets liés à la sphère publique : organisation de l'Etat et des autorités locales, appui aux processus de décentralisation, renforcement des collectivités locales et de leurs capacités stratégiques : conception de politiques publiques ; aménagement, administration et développement de leur territoire et de leurs capacités opérationnelles : maîtrise d'ouvrage, financement. Il inclut donc les activités liées à la coopération décentralisée - action internationale des collectivités locales et à leurs réseaux.



« **Développement local et territoires** », qui réunit des sujets variés, mais liés par une approche territoriale du développement et de sa gouvernance. Il comprend donc des aspects stratégiques, de prospective, de concertation et de participation, des dimensions méthodologiques, mais aussi les sujets spécifiques liés à des enjeux d'accès aux droits, de citoyenneté, et d'inclusion.



« **Approches transversales, multi acteurs et dialogue politique** » dont relèvent des actions liées à la construction et à l'amélioration du dialogue entre pouvoirs publics et sociétés civiles, aux modalités de partenariats entre les différentes familles d'acteurs, que ce soit au niveau national ou international (le niveau local étant pris en compte dans le domaine « Développement local et territoires »), ainsi que les questions relatives à l'approche genre, à l'interculturalité et à la réduction des inégalités. Il inclut les activités liées à la solidarité internationale, et celles relatives au renforcement de capacités des organisations de la société civile.



« **Compétences méthodologiques** ». Ce domaine inclut les activités pour lesquelles le CIEDEL est mobilisé en vue d'apporter et/ou de transférer un savoir-faire spécifique dont le commanditaire, quelle que soit sa nature et sa mission, a besoin pour améliorer son organisation (développement organisationnel), programmer et réaliser ses activités (gestion de projet), piloter, gérer et rendre compte (évaluation et mesure d'impact), capitaliser, et porter des causes (plaidoyer).



« **Développement économique** ». Ce domaine est l'objet "d'explorations" au CIEDEL depuis quelques années. Il concerne le développement économique local (sur lequel nous avons créé un module de formation depuis 3 ans), l'économie sociale et solidaire et l'entrepreneuriat social, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, la promotion de l'agriculture familiale. Il représente des enjeux considérables et des attentes fortes.



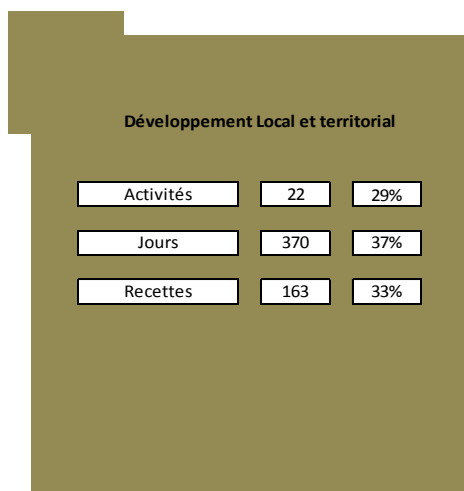
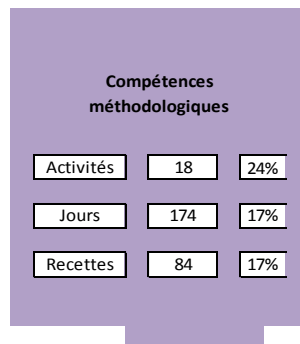
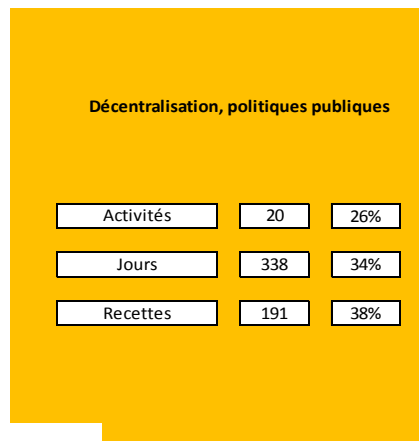
« **Questions environnementales** ». Le passage des OMD, "Objectifs du Millénaire pour le Développement" vers les ODD, "Objectifs de Développement durable" après 2015 met tous les acteurs en demeure de prendre en compte de manière (en principe) radicale les questions de ressources, de changement climatique et de villes/territoires durables..



« **Développement social et accès aux services** »: ce sont les activités peu fréquentes au CIEDEL, qui ne constituent pas notre cœur de métier car mobilisant des compétences techniques. Lorsqu'elles sont traitées, la partie technique est confiée à des spécialistes, et notre intervention est stratégique et/ou méthodologique. Pour le moment elles sont donc intégrées dans ces domaines de compétences. Y sont inclus des projets liés à l'accès à l'eau, à la collecte et au traitement des déchets, au foncier, à l'éducation, à la santé,...

QUELQUES INDICATEURS PAR DOMAINE

- Les schémas qui suivent présentent quelques informations pour les cinq domaines de compétences qui ont fait l'objet d'activités en 2013-2014.



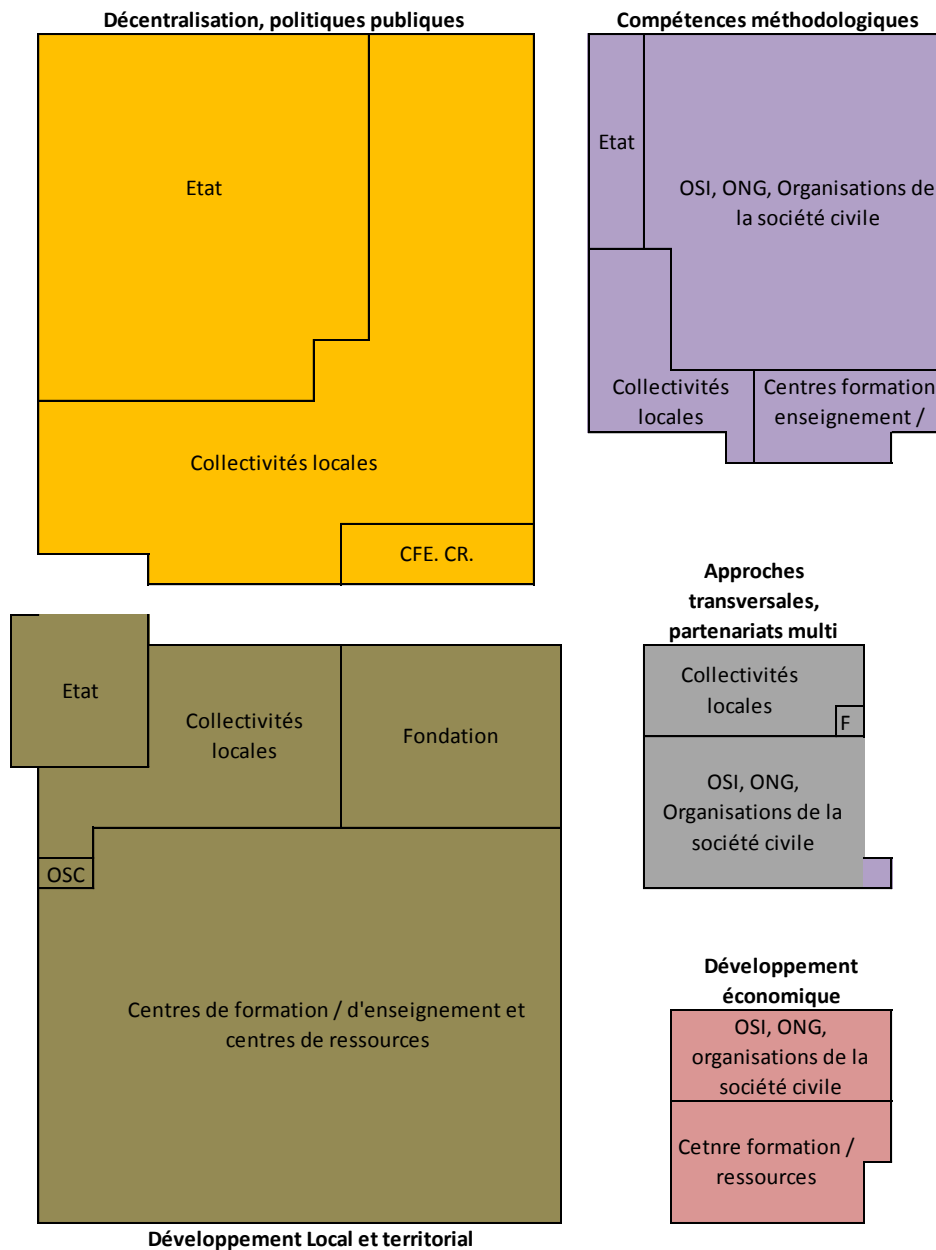
Chaque domaine est représenté par un quasi carré, avec une surface proportionnelle au nombre de jours qui y ont été consacrés.

Ci-contre des indications sur le **temps dédié** au domaine, le **nombre d'activités** et les **recettes réalisées**.

Surfaces proportionnelles au temps consacré

Recettes en K€

- Le second schéma ci-après figure les **principaux commanditaires**, là encore avec des surfaces proportionnelles au nombre de jours prestés.

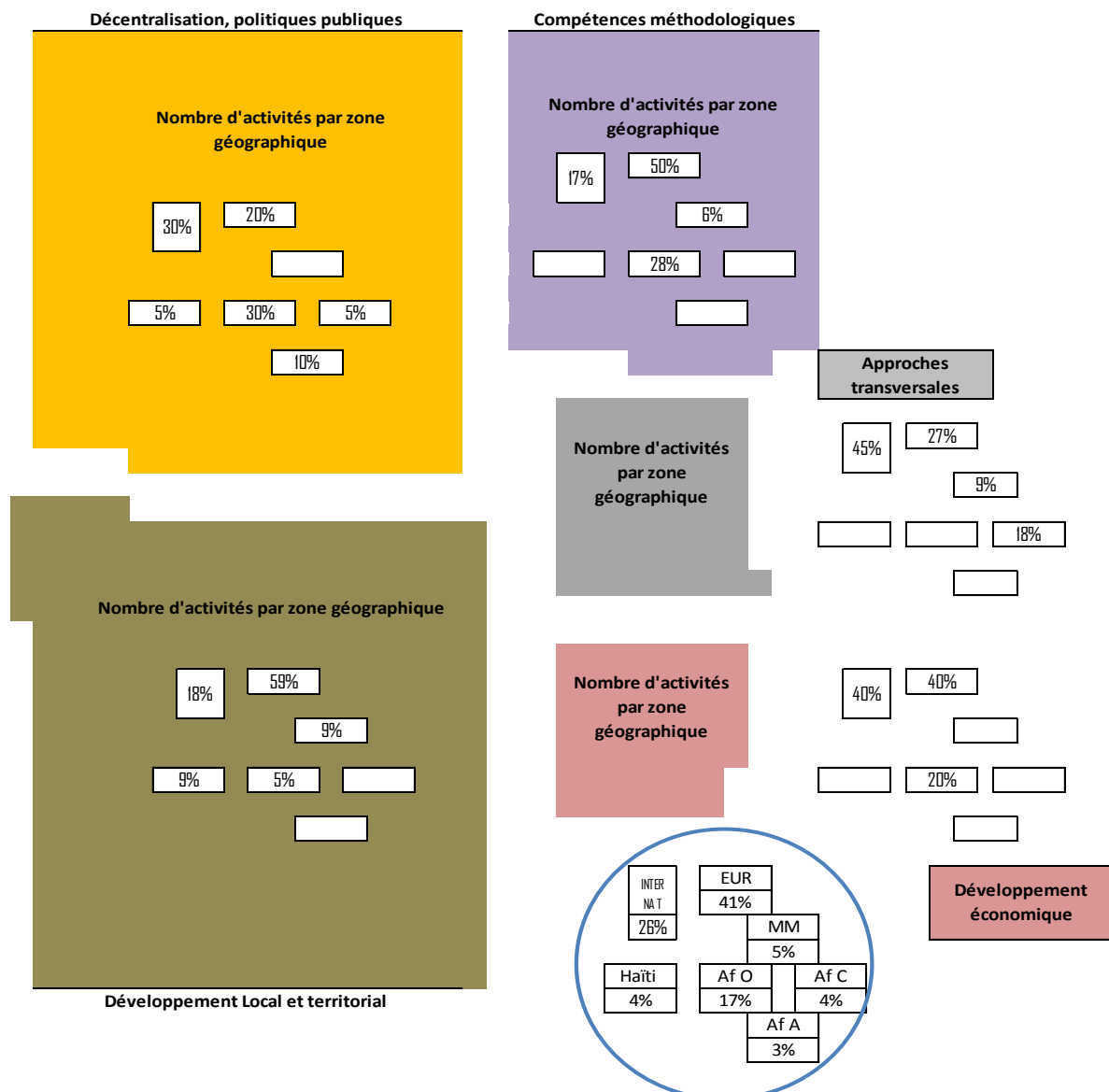


Ces schémas montrent clairement l'importance des deux domaines « Décentralisation et politiques publiques » et « Développement local et territorial » qui représentent un peu plus d'un tiers des activités chacun, suivis par celui des « Compétences méthodologiques » pour un sixième. Les domaines « Approches transversales » et « Développement économique » sont beaucoup plus modestes. On voit aussi que les commanditaires sont sensiblement différents d'un domaine à l'autre, les pouvoirs publics étant évidemment les plus présents dans le 1^{er} domaine, alors que ce sont les organisations de la société civile dans le domaine des « Compétences méthodologiques » et qu'il y a une diversité de commanditaires pour le « Développement local », la catégorie la plus présente étant constituée de centres de formation / d'enseignement et de centres ressources. On retrouve ces derniers dans le domaine du développement économique mais très peu pour les

« Approches transversales » tirées à presque 50/50 par les collectivités locales et les OSC.

La **répartition géographique des commanditaires** se fait à 80/20 (en critères nombre de jours de travail) entre « nord » (Europe / France) et « sud » (un Etat, une collectivité locale, deux centres de formation et une organisation de la société civile).

- Le troisième schéma ci-dessous montre la **localisation des bénéficiaires finaux** des activités menées. La légende figurant dans le cercle bleu du bas de schéma fait référence aux sept zones géographiques concernées par l'ensemble de l'activité 2013-2014 : l'international (plusieurs pays de différents continents sont impliqués avec en général une relation de coopération « nord-sud »), l'Europe (plusieurs pays, France, Italie, Belgique), le pourtour méditerranéen (Maghreb avec l'Algérie et Machrek avec l'Egypte), l'Afrique de l'ouest (zone ou pays), l'Afrique centrale (Congo et RDC), l'Afrique australe (Afrique du Sud et Madagascar), les Caraïbes (Haïti).



LES ACTIVITES MENEES AU SEIN DE CHAQUE DOMAINE

1. **L'accompagnement** : représentant un engagement dans la durée, un accompagnement peut prendre différentes formes : appui à la maîtrise d'ouvrage de projets et programmes, accompagnement de travaux de capitalisation, appui post évaluation, appui organisationnel, expérimentations conjointes,.... C'est la forme de travail **la plus fréquente** (30% du temps total hors FU). Les domaines les plus concernés sont « Décentralisation et politiques publiques » (41%), « Compétences méthodologiques » (40%) et « Développement local et Territoires » (19%)
2. **La recherche action** : démarche exploratoire sur de nouveaux sujets, des méthodes, des modalités de travail entre acteurs, elle suppose aussi une implication dans la durée. C'est l'activité la plus favorable à la production de connaissances. Elle est peu développée (8% du temps) car les commandes sont assez rares ou trop académiques sauf par l'animation de réseaux (réseau des anciens et une partie du PROFADEL). On la trouve quasi exclusivement dans le domaine « **Développement local et Territoires** ».
3. **L'expertise** : réalisation de court terme, pour laquelle le CIEDEL est mobilisé à priori une seule fois. Même si certaines se transforment en accompagnement, elle fonctionne sur réponse à des **appels d'offre**. Elle pèse pour un quart du temps (26%) et touche **tous les domaines de compétences**, avec un poids dominant pour « Décentralisation et politiques publiques » (62%).
4. **La formation externe** : elle présente sensiblement les **mêmes traits que l'expertise**, conjuguant du court terme et des renouvellements de collaboration, des sujets parfaitement maîtrisés et une part d'implication sur des sujets nouveaux. C'est là où la distribution entre domaines de compétences est la plus équilibrée. Le temps consacré représente au total 14 %.
5. **La publication** : si l'on fait exception de la « littérature grise » (rapports de mission), elle n'a pesé cette année que pour 2% du temps hors formation universitaire. Elle a donné lieu à une demi-douzaine d'articles et deux livrets : un sur « Les proverbes sur le Genre en Afrique » et un autre sur « Agriculture familiale et le développement local ». Quatre des cinq domaines de compétences traités cette année ont été concernés (le domaine non concerné étant celui des compétences méthodologiques).
6. **La participation à / organisation d'évènements** : tous les chargés de mission participent à des évènements – colloques, assises, séminaires, espaces collectifs - dans leurs domaines, avec une intensité variable mais qui ne dépasse pas quelques jours par an et par personne. Une douzaine de jours a ainsi été consacrée à la participation à des temps régionaux (dont les Assises de la coopération solidaire en Rhône Alpes) ou nationaux, **principalement dans les trois domaines de compétences politiques et stratégiques**. Un évènement a été organisé à l'initiative du CIEDEL en juillet 2014 avec le RAFOD, en profitant de la présence d'un certain nombre d'anciens du réseau lors d'un atelier, sur le thème du développement économique.

7. **La formation universitaire dans d'autres établissements** : les activités sont souvent liées à des accords avec des **établissements d'enseignement supérieur français** (5 partenariats actuellement, à Lyon, Paris et Lille), pour y apporter principalement nos compétences en coopération décentralisée et en développement local. Cette activité représente une partie significative du temps hors FU CIEDEL (20%), surtout du fait de la formation « Développement local et Droits Humains » délivrée au centre **Anaphora en Egypte**.

FORMATION UNIVERSITAIRE AU CIEDEL

LA PROMOTION 2013-2014

La promotion 2013/14 était composée de **20 étudiants** en formation longue, auxquels se sont joints 44 participants modulaires venus à Lyon pour 1 à 6 semaines.

- Le groupe en formation longue comptait 40% de femmes
- Les provenances restent variées avec **11 pays représentés**: Afrique de l'ouest (Burkina, Mali, Guinée, Sénégal, Togo ; 7 pers), Afrique Centrale et Grands Lacs (RDC et Rwanda ; 4 personnes) ; Océan indien (Madagascar, 2 pers), Caraïbes (Haïti, 4 pers) ; Amérique latine (Pérou, 1 pers) et à souligner : 2 **Français**.
- Les origines professionnelles étaient majoritairement de la **société civile** (3/4 des participants venant d'ONG internationales et locales, associations de base, plate-forme nationale, centre de formation, église, entreprise), pour 4 de Ministères et 1 d'une collectivité locale.
- Les **secteurs** couvraient un spectre large, de l'éducation et de la santé à la gestion urbaine et au développement rural en passant par l'insertion sociale et/ou économique. De même pour les fonctions occupées antérieurement (enseignant, infirmier, coordinateur de projet, animateur local ou ingénieur...)
- Le **financement** des formations a été assuré par 6 canaux : employeurs (8); fonds de formation nationaux (2 France et 1 Mali) ; Service de Coopération et d'Action Culturelle / Ambassade de France (1 Madagascar) ; Fondations du nord (6 dont 3 Fondation de France pour Haïti et 2 EED Allemagne) ; 7 personnes assurent une partie de leur financement sur fonds propres. Le RAFOD a octroyé 9 bourses.

EVOLUTION DES EFFECTIFS ETUDIANTS

L'évolution du nombre d'étudiants depuis que le CIEDEL est une association 1901 :

Inscriptions	Réalisé 07/08	Réalisé 08/09	Réalisé 09/10	Réalisé 10/11	Réalisé 11/12	Réalisé 12/13	Réalisé 13/14	14/15 en cours
1 ^{ère} année F° Longue 18 mois	19	16	17	10	-	-	-	-
2 ^{ème} année F° Longue 18 mois	11	19	14	14	10	-	-	-
Formation Longue 12 ms	-	-	-	-	23	24	20	17
Total F° Longue	30	35	31	24	33*	24	20	17
Format° modulaire en semaines	287	395	189	83	247	117	126	180**
Total FL + modulaire en équivalent étudiants FL¹	37	44	35	26	39	27	23	22 **

* Année de transition ** Estimation

¹ 43 semaines modulaires équivalent à un étudiant en formation longue



LA CONFÉRENCE DE RENTRÉE

La conférence de rentrée a eu pour thème « Deux ans après le Printemps Arabe, des sociétés qui se cherchent : quelle place et rôle pour les sociétés civiles dans la construction de l'avenir ? ». Pour apporter un regard à la fois stratégique, nuancé et engagé sur ce sujet complexe, le CIEDEL a invité le Professeur Abdallah SAAF, qui a de nombreux engagements et responsabilités dans le monde académique et dans la société civile marocaine.

Professeur de sciences politiques à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de l'Université Mohammed V de Rabat, Monsieur Saaf a été Ministre de l'Enseignement de 1998 à 2002 au sein du premier gouvernement au Maroc à avoir fait une place à l'opposition. Il est actuellement directeur du Centre des Etudes et Recherches en Sciences Sociales (CERSS) espace de réflexion à statut associatif, qui a à la fois un rôle de think tank (classé comme le meilleur du Maghreb par l'université de Pennsylvanie) mais aussi d'enseignement supérieur, l'Université Mohamed V lui ayant délégué la mise en œuvre du master « management du développement social ». Il a fondé le Forum Civil et Démocratique Marocain (FCDM), qui est un forum social permanent regroupant des personnes physiques et morales impliquées dans le développement social sur tout le territoire national, ayant bien sûr pris part au dernier Forum Social Mondial de mars 2013 à Tunis.

A partir de sa connaissance approfondie des sociétés civiles du Maghreb, il a dressé un état des lieux différencié des situations, en lien avec les contextes historiques et politiques propres à chaque pays. Aujourd'hui, ces sociétés qui étaient perçues comme « immobiles » sous l'autorité d'Etats forts, sont toutes travaillées par l'émergence de mouvements sociaux, la prise de consistance de la notion « d'individu », les revendications pour le respect des Droits de l'Homme, des manifestations, de protestations et confrontations d'ampleurs variables, auxquelles les Etats répondent sur des modes très différents, des réformismes marocain et algérien à la reprise en main de l'armée égyptienne, en passant par le débat constitutionnel en Tunisie .

Pour comprendre ce qui se passe dans cette partie du monde où l'âge moyen est à peine supérieur à 21 ans, il est nécessaire de dépasser la polarisation simpliste entre islamistes et laïcs. Certes, la ligne de partage n'est pas facile à lire car le spectre des positions politiques au sein même de chaque famille peut être très large. Mais elle passe plutôt entre les fondamentalistes religieux - plus ou moins conservateurs, mystiques ou programmatiques - et les autres, partisans d'un Etat stable et capable de concilier des institutions nouvelles apportées par la rupture révolutionnaire et les structures des sociétés traditionnelles.

Ces sociétés civiles ont montré qu'elles sont capables de libérer beaucoup d'énergie. Mais de nombreuses questions, souvent très concrètes, se posent à elles. Par exemple comment porter les questions de parité et de genre, celle de la liberté de conscience ; avec qui faire alliance, quelles institutions construire et quelles modalités inventer pour assurer une démocratie à la fois représentative et participative. Elles ont aussi un ancrage très urbain et auront besoin d'élargir leurs bases sociales et géographiques. Enfin, pour le moment leurs bases juridiques sont faibles. Dans les différents pays évoqués, aucun texte n'en parle ou ne garantit leur autonomie, hormis au Maroc où la Constitution indique que la société civile et les associations doivent participer à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. Et là encore, reste à inventer les modalités qui leur permettront de jouer leur rôle.

C'est un des chantiers que le CERSS partage avec le CIEDEL et d'autres membres du PROFADEL, réseau international d'instituts de formation qui ont en commun de mettre au centre de leur action le renforcement des capacités des acteurs de développement, en articulant l'enseignement supérieur, la recherche impliquée, la formation, l'appui-accompagnement, l'expertise et la mise en œuvre d'activités concrètes ■

ORGANISATION DE LA FORMATION

Un changement a été introduit dans la structure de la formation : le module « Développement local et Territoires », précédemment de 5 semaines positionnées en fin de cursus (juin) a été scindé en deux, en maintenant 3 semaines en fin de cursus et en insérant 2 semaines sur les fondamentaux en janvier, afin de faciliter l'articulation avec les autres modules.

En termes de pédagogie, le module « Créer et gérer une organisation d'appui au développement » a innové en faisant recours à un intervenant externe bien connu d'autres instituts de l'UCLy et de grandes écoles lyonnaises, Luc Duquesne, pour animer une formation à la méthode MIME – « Méthode d'Initiation au Métier d'entrepreneur » qui permet d'acquérir rapidement et de manière ludique une compréhension des logiques et mécanismes d'organisation et de gestion d'entreprise.

LES STAGES COLLECTIFS

Dans le cadre du 1^{er} module « Diagnostics des stratégies d'acteurs et innovation sociale », les étudiants ont fait un stage collectif d'une semaine sur « *La lutte contre les gaz de schiste et ses prolongements* ». Après un travail théorique autour des concepts de l'analyse des stratégies d'acteurs, de la sociologie de la traduction, de l'innovation sociale, ils ont préparé le travail de terrain : compréhension de la thématique, analyse du contexte, élaboration des outils d'entretien et d'analyse. Puis les 23 participants, par groupes de 4, ont réalisé une trentaine d'entretiens sur tout le territoire du Sud de l'Ardèche avec des citoyens, des responsables associatifs, des élus locaux. Une présentation « à chaud » des premiers éléments d'analyses a été faite devant quelques personnes interviewées les jours précédents. Un rapport d'étude a été diffusé aux acteurs rencontrés.

Le stage collectif du module « Evaluation » a été fait, à la demande de l'association Chambéry Ouahigouya, sur le festival Lafi Bala, organisé tous les deux ans à Chambéry dans le cadre de la coopération décentralisée. Là aussi, les étudiants ont été amenés à réaliser de nombreux entretiens et à en faire l'analyse sur un temps très court : étude documentaire (près d'un mètre linéaire de documents), entretiens (45 personnes), micro-trottoir (220 personnes), visionnage des vidéos, analyses animées... Ils ont fait deux restitutions : en petit comité à chaud juste à la fin du recueil et de l'analyse des informations, puis en public à la maison des associations. Le travail doit être très rapide et la quantité d'informations recueillies rend l'exercice difficile. Les risques de sur interprétations et de contre-sens exigent un accompagnement méthodologique et pédagogique serré. Mais les résultats sont toujours riches et appréciés des 'commanditaires' lors des restitutions.

INTERVENTIONS EXTERNES DES ÉTUDIANTS DANS DES ÉVÈNEMENTS RÉGIONAUX

Les "étudiants" sont, il faut souvent le rappeler, des professionnels en formation, dont l'expérience et le regard sont régulièrement sollicités par les acteurs rhônalpins de la coopération et de la solidarité internationale. A titre d'illustration, cette année

- deux étudiantes ont participé à une soirée organisée par une équipe locale du *CCFD-Terre Solidaire 01* dans le cadre de la Semaine de la Solidarité internationale dont le thème général était " Les droits à l'essentiel". Cette soirée consacrée au "Droit au logement" s'est structurée autour d'une expérience

locale de construction de logements "Habitat Durable" et de la présentation par les étudiantes de la mise en œuvre de ce droit dans leurs pays via les politiques publiques nationales et leur déclinaison en capitale (Ouagadougou et Tananarive).

- Deux autres ont présenté des situations problématiques de leur pays liées à la gestion des ressources naturelles dans le cadre d'un cycle de conférences organisé par le diocèse de Lyon : un cas d'exploitation minière en Amérique du sud et une destruction de lagune en Afrique de l'ouest. Les sujets ont permis de traiter les questions environnementales, mais également sociales, techniques et politiques posées dans chaque contexte.

BILAN DE L'ANNÉE UNIVERSITAIRE

Deux participants ont arrêté en cours d'année : l'un à la suite d'un accident et l'autre pour rentrer au pays en vue de se présenter aux élections locales, et deux interruptions pour congé de maternité.

Sur la promotion de 20 participants en formation longue, 16 ont donc soutenu leur présentation de fin de cursus et 15 ont reçu un avis favorable du jury, dont 1 suite à une nouvelle présentation. En revanche, une soutenance supplémentaire concernait un étudiant de l'année précédente, qui n'a pas validé cette année non plus. La mobilisation de personnes ressources externes dans les jurys a vu une forte participation de l'UCLy (vice-recteur, IDHL, ESTRI), de l'OSL, du CCFD-Terre solidaire régional et de la Région Rhône Alpes.

La plupart des étudiants sont repartis rapidement hormis 5 qui poursuivent une année d'études en France (4 en Master à Lille et un auditeur libre à l'IDHL).

LES VALIDATIONS DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE

3 DÉMARCHES ONT ÉTÉ MENÉES À TERME

- Un français ayant une expérience riche dans un programme européen d'appui à la société civile et la bonne gouvernance. Plusieurs années pour Caritas France et comme Directeur d'une Caritas pays, plusieurs années dans un cabinet d'études travaillant sur l'aide publique au développement.
- Un Malien ayant un parcours en développement économique local, consultant en renforcement des capacités.
- Une française ayant travaillé en ONG d'urgence après avoir fait le CIEDEL en 1996 qui a souhaité valider les nouvelles compétences de la formation afin d'obtenir le titre.

5 ACCOMPAGNEMENTS LANCÉS

- Un tunisien ayant 10 ans d'expérience en coopération décentralisée.
- Une française ayant travaillé en coopération décentralisée.
- Une française à la recherche d'emploi, avec une expérience en animation enfance jeunesse.
- Un français travaillant en ONG dans l'environnement, et l'éco construction
- Une française, coordinatrice d'une structure sociale..

DETAIL PAR TYPES D'ACTIVITES

EXPERTISES

Le poids des activités concernant la décentralisation et l'appui aux autorités locales a toujours été assez important, mais il l'est particulièrement en 2013-2014 du fait de la réalisation d'un contrat d'études très conséquent pour le compte du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI, Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats): « **L'évaluation thématique de l'appui de la France à la décentralisation et à la gouvernance territoriale** ». Le travail a été réalisé sur l'ensemble de l'année, il a mobilisé plusieurs chargés de mission avec un chef de file très impliqué, ainsi que tous les membres du PROFADEL et quelques professionnels anciens étudiants. Il a porté sur 18 pays. Un travail spécifique a été mené dans le cadre de cette évaluation sur le 'modèle' français, qui a déjà été partiellement partagé dans l'équipe et valorisé dans le module décentralisation en décembre.

Une autre expertise a été menée pour le compte d'un Etat, en l'occurrence la **République du Congo**. Une mission a été réalisée pour le Département des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation en octobre 2013. A la suite d'un pré-diagnostic du contexte de la décentralisation et des besoins en **renforcement de capacités des cadres et élus locaux** au niveau central et local dans le domaine de planification du développement local. Les deux chargés de mission ont formulé une proposition d'accompagnement des 12 départements du Congo dans l'élaboration de leurs PDL/Plan de Développement Local via des formations-actions. Si l'Etat congolais (commanditaire et financeur) retient la proposition, nous aurons plusieurs modules de formation à faire avec un accompagnement intense sur place du CIEDEL et une équipe locale qui sera composée d'anciens étudiants, pour une période de 12 à 18 mois. Le retard des élections locales a différé son démarrage et rendu nécessaire une actualisation de la feuille de route.

Une expertise a été réalisée pour le **Conseil Régional de Bourgogne**, pour l'évaluation de sa **coopération avec la Province du Cap en Afrique du sud**, qui porte sur les thématiques de formation professionnelle en vitiviniculture, l'éducation populaire, la culture et le sport. Mission intéressante où les acteurs sud-africains souhaiteraient aller vers plus de structuration des activités, avec le vote d'une politique publique à l'internationale au Cap, très marquée BRICS et développement durable, sans qu'il y a une stratégie aussi explicite côté français. La restitution des résultats s'est faite en présence des partenaires sud-africains. Suite aux conclusions de l'évaluation, le CR de Bourgogne a jugé utile de travailler sa stratégie, et a demandé un appui au CIEDEL, qui a animé une journée pour l'élaboration participative avec les acteurs locaux d'une **politique publique à l'international**. Une autre journée a été animée en fin d'année réunissant 70 participants et associant dans une démarche originale : des acteurs de la solidarité et la coopération internationale et des acteurs de l'aménagement du territoire (en charge du programme européen LEADER) concernant les axes stratégique pour la Région dans un double regard international et ancrage territorial.

ACCOMPAGNEMENTS DE COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES ET FORMATIONS-ACCOMPAGNEMENTS

Onze activités ont concerné des partenariats de coopération décentralisée, pour l'essentiel des accompagnements et des formations-accompagnements. Quatre sont portés par des collectivités locales de Rhône Alpes. Dans la plupart des cas, ces accompagnements associent des activités de formation et des activités d'appui-conseil, elles conjuguent des missions sur le terrain des partenaires du 'sud', une présence lors de leurs propres missions en France, la participation à différentes réunions en France associant les parties prenantes, parfois l'appui au montage de dossiers de demande de financement.

Les activités sont très orientées sur le **renforcement institutionnel des collectivités locales**.

- **Madagascar, Région Atsinanana** : accompagnement/ formation pour le **renforcement institutionnel de l'institution régionale** programmé sur 3 ans, en lien avec ses trois partenaires français (Rhône Alpes, Haute et Basse Normandie) et réalisé conjointement avec FFF, membre malgache du PROFADEL. *Voir encadré.*
- **Mali, Région de Tombouctou** : réalisation d'un **diagnostic organisationnel** du Conseil régional, réalisé conjointement avec Delta C, membre malien du PROFADEL. *Voir encadré.*
- **Burkina, Région des Hauts Bassins** : mission d'une semaine auprès de l'Agence Régionale de Développement (ARD) des Hauts Bassins, à la demande de l'agence qui est commanditaire directe (les missions précédentes étaient financées par la RRA dans le cadre de sa coopération décentralisée avec les Hauts Bassins). L'objet était d'appuyer la réflexion sur son **positionnement**, et notamment d'identifier les enjeux et axes d'évolution de l'ARD **face à la mise en place d'ARD nationales**.
- **Niger, intercommunalité de Konni-Madawa-Malbaza** : ce territoire du Niger est en coopération depuis une dizaine d'année avec la Région Picardie. Le CIEDEL a été associé à son montage, puis de façon plus distante à la mise en œuvre du programme, confié à l'IRAM et à l'association nigérienne RAIL. Une mission a été réalisée cette année pour appuyer les élus de la nouvelle intercommunalité dans la **clarification de ses compétences** et en **renforcement institutionnel**.
- **Haïti, commune de Dessalines** : l'accompagnement de cette coopération décentralisée avec Pays de Savoie Solidaire fait suite à l'évaluation menée l'année précédente.) Il est prévu sur trois ans et sur 3 axes : appui à la relation de coopération ; appui-conseil / formation-action pour l'opérationnalisation des dispositifs d'animation de territoire et de financement du développement local à Dessalines, renforcement des capacités de l'équipe de formation. Le travail en Haïti est confié au CEFORS, structure créé par un ancien étudiant. L'équipe technique de Dessalines viendra en formation modulaire au CIEDEL. Et la place du centre de formation haïtien que nous appuyons (INUJED) est en réflexion.
- **Coopération décentralisée entre Reims métropole et ses communes membres avec les communes de la Province du Ganzourgou**

Depuis plusieurs années, le CIEDEL assure la maîtrise d'ouvrage déléguée de deux projets de coopération décentralisée entre Reims métropole et certaines de ses communes membres avec des communes de la Province du Ganzourgou (capitale Zorgho) sur l'accès à l'eau potable. L'appui technique est réalisé par l'association Eau Vive Burkina, et les parties prenantes burkinabés sont les

collectivités et l'ONEA /Office National de l'Eau et de l'Assainissement. L'année a été marquée par :

- Le **renforcement du maillage** entre les communes de Reims Métropole et celles de la province du Ganzourgou avec le lancement d'un troisième partenariat de coopération décentralisée entre Tinquieux (France) et Boudry (Burkina)
 - Plusieurs **échanges politiques** : venue en France de M. le maire de Zorgho ; missions de Reims Métropole au Burkina Faso ;
 - Plusieurs **échanges et actions techniques** : réalisation des activités de renforcement des AEPS de cinq chef lieux de commune de la province du Passoré, qui doit leur permettre d'atteindre l'équilibre financier ; lancement du processus de redéfinition des contrats d'affermage des communes du Passoré avec un délégataire privé ; développement des échanges entre les services de l'ONEA et de la Direction Eau et Assainissement de Reims Métropole
 - Des **ouvertures thématiques** : adoption du texte de loi sur le 1 % déchets qui ouvre la voie à un travail sur la gestion des déchets solides et liquides avec la commune de Zorgho ; lancement, à partir d'un atelier organisé par le Ministère de l'Eau et l'AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie), une réflexion sur la question des conséquences environnementales et de santé publique de l'exploitation artisanale de l'or au Burkina Faso, et la place des collectivités territoriales dans la maîtrise de ces risques ; invitation par l'AESN de deux cadres de l'ONEA et de deux cadres de Reims Métropole pour venir témoigner au colloque de l'IWA (International Water Association) de leur pratique d'échanges techniques réciproques.
- **Cherbourg** : en prolongation de l'évaluation faite la coopération décentralisée, animation d'un atelier de travail sur la gouvernance de l'eau entre élus sénégalais et français : élus de quatre communautés rurales de Casamance et élus de la commune et communauté urbaine de Cherbourg. Ces deux jours d'échanges autour des questions de gouvernance locale, et en particulier de la **gouvernance locale des services publics**, ont permis un débat de fond entre élus et un réel progrès dans la réflexion et le portage de la mise en place du réseau d'eau potable en cours d'installation
 - **ADOS** : l'association « Ardèche Drôme Ourosogui Sénégal » qui assure la maîtrise d'œuvre de la coopération décentralisée entre les conseils généraux de l'Ardèche et de la Drôme avec des collectivités locales la Région de Matam au Sénégal a lancé un processus de concertation et de réflexion sur le **financement du développement local** en région de Matam. Le CIEDEL est intervenu au cours d'une journée de réflexion en Drôme sur l'Acte III de la décentralisation au Sénégal et les instruments de financement du développement local.

En outre, deux étudiants de la formation longue ont effectué le stage avec l'ADOS, et réalisé une étude qualitative sur les dynamiques et pratiques des **associations françaises de migrants** intervenant en région de Matam. Ce travail a permis à l'ADOS de mieux cerner les possibilités de partenariat avec ces associations aux histoires et aux positionnements assez contrastés.
 - **Coopération décentralisée du Conseil Général de Seine Maritime avec la communauté de commune du Bam au Burkina Faso** : finalisation de l'appui post-évaluation et plus globalement à la **politique de coopération** décentralisée du

Conseil Général (Burkina Faso, Tunisie...) et poursuite de l'appui sur la dimension **retour sur le territoire** seinomarin de la coopération décentralisée (Burkina Faso).

LA FORMATION UNIVERSITAIRE

Elle est dispensée dans deux établissements d'enseignement supérieur français : l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon en Master 1 et 2, l'université Paris 1 Sorbonne, avec laquelle nous avons renouvelé notre convention, qui prévoit un séminaire d'une semaine sur la coopération décentralisée le Master CIAHPD (Coopération Internationale Action Humanitaire et Politiques de Développement). Les chargés de mission du CIEDEL ont suivi les stages et mémoires de quatre étudiants de ce master, qui ont soutenu en décembre 2013. L'un d'eux était un sortant du CIEDEL et a réalisé un travail sur l'internationalisation des villes et des territoires, engagé pour deux ans (2013-1015). Il a traité le cas de la ville de Bamako.

PUBLICATIONS ET PARTICIPATION À DES ÉVÈNEMENTS

- Un article a été rédigé conjointement entre Romans sur Isère, El Jem (Tunisie) et CIEDEL sur le processus d'évaluation et d'accompagnement du changement et sur l'intérêt des évaluations coproduites dans le cadre de leur coopération décentralisée vu par les élus français, les techniciens français et des villes de coopération et de l'évaluateur : « **De l'importance d'un accompagnement dans la durée pour passer de l'évaluation à la mise en œuvre du changement. Le cas de Romans sur Isère 2007-2014** », Henri Bertholet, Ali Akrouf, Frédéric Deshayes et Christophe Mestre, Cités Unies France
- L'analyse a été partagée au cours du **colloque** organisé en décembre 2013 à Grenoble par l'IEP Grenoble, IDHIL et CUF sur « **L'Action Internationale des Collectivités Territoriales, des politiques publiques en recherche(s)** ». Le CIEDEL a participé à la communication de la ville de Romans dans le cadre de la table-ronde « l'évaluation en critique » organisée par l'ARRICOD.
- Le CIEDEL a également participé comme chaque année aux **Universités d'automne de l'ARRICOD** qui se tenaient en novembre à Evry sur le thème « Des pratiques en mutation ! »

Deux autres articles ont été produits :

- une brève note sur « **La coopération décentralisée en temps de crise : une chance pour les territoires ?** » diffusée sur le site du CIEDEL
- un article paru dans la revue « Technique financière et développement » sur « **Les Fonds d'appui aux collectivités territoriales** », rédigé par Bernard Husson avec la contribution de deux membres de l'équipe.



MADAGASCAR - RÉGION ATSIANANA

Après une année test, un accompagnement a été lancé fin 2013 sur 3 ans, en lien avec les trois coopérations décentralisées de la Région Atsinanana (Rhône Alpes et les deux Normandie). Dans un contexte de sortie de crise (tenue d'élections présidentielles, perspectives d'élections locales puis régionales), l'objectif est de renforcer les capacités de la Région Atsinanana à piloter et conduire des démarches qui lui permettent de mieux connaître son territoire (fonction diagnostic) pour décider de priorités, définir et mettre en œuvre ses propres politiques publiques. L'accent est mis sur le renforcement des capacités de gestion des services par la formation professionnelle des cadres de l'administration régionale.

La démarche, menée par le CIEDEL et FFF Malagasy Mahomby : articule les formations avec la pratique et les réalités professionnelles des cadres et agents de la région, ainsi qu'avec les attentes / besoins / priorités de la Région d'Atsinanana ; combine différentes modalités : formations courtes, formation - action sur des thématiques précises, stages d'immersion, formations à la carte, ateliers d'échange ; inscrit la formation dans une dynamique progressive à moyen terme ; ouvre quand c'est possible le processus à des membres d'organisations de la société civile, à des agents de l'Etat.... et mobilise les dispositifs de financement de la formation professionnelle existant et en ayant recours à des formateurs malgache au-delà de FFF et du CIEDEL.

Les sessions thématiques courtes sont complétées par des processus de formation – action, par des parcours individualisés de formation et par des temps réguliers d'accompagnement de l'équipe politique de la Région. Par exemple la Région Atsinanana souhaite mettre à son agenda une politique de protection des mineurs avec une entrée prévention/lutte contre la déperdition scolaire. La formation a été l'occasion de commencer à analyser la question. Un atelier inter régional sur la déperdition scolaire a été programmé pour octobre 2014.

Si le climat institutionnel et politique du pays demeure un facteur d'instabilité, on constate un investissement et une prise d'initiatives de la part des cadres des services régionaux. Le dialogue dans l'institution et entre l'institution et les acteurs du territoire permet une analyse plus juste des problématiques internes, des enjeux et des capacités d'action publique de la Région. Entrer dans une démarche de dialogue et de concertation permet de mettre en cohérence les complémentarités entre les différentes familles d'acteurs » d'un même territoire » Enfin, cela favorise une meilleure compréhension de la place et du rôle d'une Région comme productrice de ses propres politiques publiques, ainsi qu'une meilleure maîtrise des outils pour les élaborer, les mettre en œuvre et les faire évoluer ■



MALI - CONSEIL RÉGIONAL DE TOMBOUCTOU (CRT)

Le retour à l'ordre constitutionnel au Mali et la normalisation des conditions de sécurité au Nord amènent le Président de la RRA à un don en septembre 2013 un accord de principe pour redémarrer la coopération avec Tombouctou. A ce titre les derniers financements au CRT qui avaient été gelés ont été débloqués et la négociation d'une nouvelle convention de coopération a été engagée. Cette nouvelle convention 2014-2017 a été votée par la RRA en décembre 2013. Elle est resserrée sur deux thématiques : renforcement institutionnel de la Région et des collectivités de l'espace régional ; reconstruction du lien social, relance économique et accès aux services de base.

Dans une situation de difficile sortie de crise, et en perspectives des défis importants qui attendent les collectivités locales du nord du Mali, un **diagnostic** des besoins de formation des agents du Conseil Régional a été réalisé au début de l'année avec Delta C (membre malien du PROFADEL) pour proposer un **plan de renforcement des capacités de l'équipe technique et des élus**, afin qu'ils soient mieux en mesure de relever les défis du développement de leur région. Le rapport a été remis en juin et les propositions sont en cours de discussion. Deux des cadres du CRT (conseiller technique « Aménagement du territoire » et conseiller technique « Formation professionnelle ») sont en formation longue au CIEDEL et viennent à un rythme de 2 ou 3 modules par an depuis 2 ans. La Région Rhône Alpes qui finance leur formation a accepté de poursuivre son soutien sur la base d'un bilan et des projets de mise en application professionnelle qu'ils lui ont remis en juin.

Delta C a également prévu de démarrer une nouvelle promotion de **formation des jeunes bacheliers** originaires de la région de Tombouctou déplacés à Bamako, pour travailler sur la mise en place d'un système de bourse et pour identifier les besoins de formations supérieures à mettre en place en région de Tombouctou pour faire face aux enjeux de développement des régions du Nord.

Pierre Calame, Président de la Fondation Charles Léopold Mayer, a été sollicité par la présidence intérimaire du Mali pour élaborer une **stratégie de refondation du Mali**. Il a produit un document en 8 volets, qui a été remis au président IBK lors de son investiture. Pierre Calame, intéressé à enrichir son document avec des retours du terrain, a contacté le CIEDEL pour que ce document soit diffusé aux anciens étudiants, ce qui a été fait dans les réseaux du CIEDEL et de DELTA C. La conférence de lancement de cette initiative a eu lieu à DELTA-C en octobre et depuis, DELTA C organise à Bamako une conférence débat par volet, alimenté par les apports d'anciens.

En Rhône Alpes, le CIEDEL participe aux travaux menés par les acteurs impliqués dans cette coopération au sein de réseaux thématiques régionaux (notamment cette année sur la formation professionnelle) ■

DETAIL PAR ACTIVITES CONCERNANT L'INTERNATIONAL

C'est le domaine de compétences qui a compté le plus grand nombre d'activités et le volume de travail le plus élevé en 2013-2014, mais une seule concentre la moitié du temps dédié : la formation en Développement local et Droits humains au centre égyptien d'Anaphora avec l'IDHL.

Les autres activités se structurent comme le domaine « Décentralisation & politiques publiques » sur de toute la gamme, y compris des activités de recherche action qui ont une place assez importantes, aussi bien dans le cadre de contrats que dans le cadre des réseaux, sur l'international et en développement local en France. Les accompagnements ainsi que les expertises, sont moins présents et plutôt réalisées sur des territoires français.

FORMATION UNIVERSITAIRE

L'activité principale concerne les formations universitaires, en particulier du fait du cursus « Développement local et Droits humains » délivré à Anaphora en Egypte, et de l'accompagnement d'un autre centre de formation en Haïti.

- Avec l'**Institut Anaphora d'Egypte** avec lequel une collaboration a été lancée à l'automne 2011. Une offre de formation totalement nouvelle, articulant Développement local (DL) et Droits Humains (DH) a été construite en réponse à la demande exprimée, associant un autre institut de l'UCLy, l'Institut des Droits de l'Homme de Lyon (IDHL). Elle a été dispensée sur 18 mois à une première promotion de 28 personnes, puis à une deuxième qui a démarré en mars 2014 avec 24 participants aux origines géographiques, sociales et organisationnelles plus variées, et composée de 50% de femmes. L'accompagnement prévoit un transfert en cinq ans (sept 2012-août 2017), le pool de formateurs locaux est en cours de sélection. Un diplôme universitaire a été bâti pour sanctionner ce cursus et validé par la Commission Recherche de l'UCLy en juin 2014 ; et pourra être proposé à d'autres partenaires. La première promotion a terminé son cursus début juillet 2014 par des soutenances et des rapports écrits individuels. La préparation des soutenances a été accompagnée par trois formatrices (2 CIEDEL et 1 IDHL) qui ont apporté des éléments pour l'articulation entre Développement local et Droits Humains. Le résultat est très positif, avec une évolution forte des participants, des acquis nets et une bonne appropriation des liens entre DL et DH. Sur 26 participants, le Diplôme a été attribué à 16 des 17 personnes qui ont bouclé le cursus.
- **L'INUJED** est un centre de formation en développement local d'Haïti. Il est appuyé par le CIEDEL et le RAFOD qui ont jugé extrêmement important, après le séisme de janvier 2012, de proposer au pays un partenariat orienté sur le développement et le long terme, aux côtés de l'offre urgentiste. Un nouveau cursus de formation en ingénierie du développement local a été élaboré par le centre et a démarré en juin 2012 et plusieurs membres de l'équipe pédagogique du centre sont venus en formation au CIEDEL. *Voir encadré.*

Ces partenariats sont à la fois extrêmement enrichissants et très exigeants. Ils nécessitent un fort investissement en temps pour adapter le cursus : au contexte politique, institutionnel, social et culturel, économique ; aux publics (niveaux, culture d'apprentissage, langues et traductions) ; aux capacités de futurs formateurs locaux qui doivent à la fois maîtriser les sujets sur le plan théorique, accumuler une

expérience de terrain importante et diversifiée, et savoir valoriser leur pratique pour la traduire en apports pédagogiques. Les expériences montrent qu'il est essentiel d'être souple et qu'il faut prévoir en accord avec les partenaires une phase expérimentale pour intégrer les éléments de contexte dans les cours, tester les contenus et les approches, trouver des terrains de visites et des intervenants externes, recalibrer les modules autant que nécessaire, vérifier l'adéquation des modalités de validation, assurer un accompagnement des formés dans la synthèse de leurs acquis et leur mise en perspective dans leur cadre professionnel.

De façon plus ponctuelle, ce volet comprend aussi des cours dispensés dans d'autres établissements français d'enseignement supérieur :

- **L'ISARA** (Institut supérieur d'agriculture et d'agroalimentaire Rhône-Alpes) : intervention en Master 2 Développement et Ingénierie des Territoires
- **L'université des Sciences et Techniques de Lille** avec laquelle nous avons une convention pour des échanges d'enseignants. Nous intervenons dans un Master en Sciences économiques et de gestion, mention Economie et Management internationaux, spécialité professionnelle Ingénierie des Projets de Coopération, que suivent chaque année quelques sortants du CIEDEL.
- En outre, cette année, un échange a été mis en place avec **l'Institut de Géographie Alpine de l'université Pierre Mendès France de Grenoble**. Une formatrice du CIEDEL est intervenue dans leur Master ITER / Innovation territoriale sur le thème : « *L'innovation dans les suds* ». Ensuite les étudiants de cette promotion sont venus échanger avec les étudiants du CIEDEL pendant une journée dans le cadre du module « Développement local/ Territoires », avec un bilan très positif de part et d'autre.



INUJED

Le CIEDEL accompagne l'évolution et le renforcement institutionnel de l'INUJED - Institut Universitaire des Sciences Juridiques, Économiques et de Développement régional – d'Haïti depuis trois ans, avec un financement de la Fondation de France. Fondé en 1997 au Cap-Haïtien, il fonctionne sous la forme d'une coopérative de professeurs où le bénévolat joue une place importante. La filière en sciences juridiques, qui existe depuis 1998, a formé un bon nombre de juristes et de professeurs en activité au Cap-Haïtien. Dans la filière de développement local, l'INUJED met en œuvre plusieurs cursus : un diplôme de technicien en planification du développement ; un diplôme de licence en sciences du développement et un diplôme en ingénierie du développement local récent, sur lequel le CIEDEL apporte des appuis pédagogiques.

Sur ce dernier, la deuxième promotion est en cours avec 20 participants dont 15 sont réellement stables et vont valider. Le bilan global est plutôt positif avec une promotion est plus homogène que la 1^{ère}, moins académique, plus « professionnelle ». Quelques personnes se démarquent et pourront sans doute rejoindre le pôle de formateurs qui se constituent.

Un nouveau cursus « animateur du développement local » est en cours de préparation pour des profils Bac 1 futurs techniciens appuyant les communautés. L'objectif est de former des personnes employables par des communes rurales voire des sections communales et de petites ONG haïtiennes où se trouvent les besoins les plus importants. Cependant, des incertitudes sur l'employabilité demeurent compte tenu du flou de la situation actuelle sur une relance et réforme du processus de décentralisation.

Concernant l'institution, sa pérennité est encore incertaine avec un modèle économique fragile, une gouvernance reposant sur le fondateur âgé, et une gestion administrative et financière insuffisante. Un pool de formateurs se constitue progressivement, notamment avec les sortants du cursus « ingénierie », et pour les prochains mois, la priorité est mise sur leur formation (pédagogie, gestion d'une organisation et capitalisation). Pour consolider son modèle économique, l'INUJED va construire des partenariats sur la durée avec des collectivités locales et OSC, proposer des formations courtes et des activités d'expertise ■

LES FORMATIONS EXTERNES

Les formations externes sont des sessions courtes de l'ordre d'une semaine. Cette année, elles ont été dispensées en France, à des publics étrangers venus spécifiquement à cette intention :

- **CFCA** (Cabinet de Formation et de Conseils Appliqués) : le CFCA est une structure sénégalaise qui monte des formations notamment en France pour des cadres territoriaux et des élus ouest africains, avec un positionnement d'assembleur et de mise en réseau. Il nous a sollicités à 2 reprises cette année pour animer des sessions à destination d'**élus et cadres sénégalais et guinéens** à Grenoble et à Paris. Les principaux thèmes étaient : Démocratie locale ; Aménagement des Territoires ; Budget par Objectif et Gestion des Territoires ; Développement Territorial et Financements Alternatifs.
- **SCAC Alger / Campus France** : trois sessions ont été organisées au CIEDEL pour un groupe d'animateurs salariés et bénévoles d'associations locales algériennes : « Animation de territoire », « Partenariat » et « Gestion de projets » au CIEDEL. Ces formations sont intéressantes, car elles balaient des sujets variés et permettent de travailler des cas apportés par les participants dans un contexte où nous avons peu l'occasion d'intervenir.

RECHERCHE ACTION

Les activités de recherche-action, qui se sont concentrées dans ce domaine de compétences en 2013-2014, viennent en deuxième position, avec 20% du temps consacré au domaine, des chantiers exploratoires non financés avec des acteurs de Rhône Alpes et deux contrats de recherche concernant des sujets très différents :

- l'un très académique sur la **compatibilité des crédits de formations universitaires et professionnelles en développement territorial**, projet Leonardo ou « ECTS/ECVET/Europe » (France, Luxembourg, Italie, Hongrie, Grèce, Roumanie). Il a été clôturé de façon anticipé l'année dernière mais le CIEDEL avait un travail à terminer sur une des livrables (référentiel de compétences).
- l'autre très concret sur l'approche de **développement local inclusif**, associant des universitaires et des acteurs de terrain dans des contextes extrêmement variés : Brésil, Canada, France, Madagascar et Maroc. Voir encadré.

ACCOMPAGNEMENTS

En troisième position, les accompagnements mobilisent 15 % du temps. Deux concernent les réseaux PROFADEL et RAFOD, le 3^{ème} la mise en œuvre collectives de diagnostics de quartiers urbains dans le cadre d'échanges dans le réseau AIMF (Association Internationale des Maires Francophones).

- **Participation à un atelier de diagnostic urbain sur un quartier de la ville de N'Djamena** dans le cadre d'un travail **avec l'AIMF** qui a pour objectif de faire monter en puissance des cadres de villes africaines et du Nord (Montréal) pour qu'ils puissent animer des ateliers de ce type. L'atelier d'une semaine a associé des animateurs issus des villes d'Ouagadougou, Abomey et Ndjamena. Il a permis de :
 - valider la démarche de partage d'expérience en mobilisant celle des participants autour de la mise en œuvre d'un diagnostic en grandeur réel,

- voir tout l'intérêt d'un public mélangé, associant des maires (Moundou, Doba, Sarh, Bol, Abéché...) et des techniciens
- identifier la nécessité de continuer à renforcer le travail sur le diagnostic d'usage,
- définir les modalités permettant de produire, analyser et utiliser des données de base dans des situations où elles n'existent pas (le recensement de 2009 - 2^{ème} du Tchad - est inexact)

Le chargé de mission CIEDEL impliqué sur ce travail et également appuyé la **préparation et l'animation de la sixième réunion de la Commission Ville et Développement Durable** de l'AIMF, présidée par la ville de Lausanne. Cette commission a programmé pour 2014-2015 un atelier sur le diagnostic du risque lié au changement climatique (Nouakchott) et un autre sur l'analyse d'une politique publique au regard des critères du développement durable (Niamey).

PUBLICATIONS

- **« La coopération décentralisée transfrontalière, facteur de paix et de développement, Le cas de la province Elías Piña (République dominicaine) et du département du plateau central (Haïti) »**. Cet article a été publié dans la revue « Les Cahiers du Global Local Forum » parue en décembre 2013, qui a bénéficié de l'appui de l'UEMOA et du Ministère français des Affaires étrangères, et qui a été présentée en introduction au Forum régional qui s'est déroulé à Dakar à l'initiative du Conseil des collectivités territoriales de l'UEMOA.



LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL INCLUSIF

« La participation citoyenne des personnes ayant des incapacités est souvent très déficiente dans les processus de développement local. Soit elles sont complètement ignorées, soit les conditions d'accès à l'exercice effectif de leurs droits civiques ou politiques ne sont pas réunies, les plaçant ainsi en situation de handicap. Cette situation généralisée sur le plan international constitue une discrimination, contraire aux droits humains des personnes en situation de handicap (PSH) tels qu'énoncés dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH, ONU, 2006).

Pour réduire l'isolement et l'oppression des PSH et améliorer la qualité de leur participation sociale, les démarches de développement local inclusif visent à garantir aux personnes ayant des incapacités de pouvoir bénéficier des mêmes droits que n'importe quel autre membre de la société et d'être acteurs ressources dans les politiques et leurs mises en œuvre. L'enjeu pour la participation sociale et l'exercice des droits des personnes ayant des incapacités passe par un ensemble de mesures qui s'adressent aux environnements sociaux inaccessibles, aux services inadéquats ou à leur absence. »²

Le programme de recherche vise à développer des méthodes, outils et indicateurs permettant de mesurer les effets des stratégies de DLI sur l'amélioration de la participation citoyenne des PSH aux mécanismes de gouvernance de leurs collectivités.

Après une première période consacrée à la clarification des concepts, des ateliers de formation des acteurs locaux pour l'expérimentation des outils de mesure proposés ont été organisés en 2013-2014, puis les outils ont été testés. Un séminaire d'analyse des résultats s'est tenu fin 2014 à Lyon.

Le projet mené avec la FIRA/ Fondation Internationale de la Recherche Appliquée sur le Handicap, l'Université de Laval-Canada, Vida Brasil -Brésil, et Handicap International ; plusieurs territoires ont accepté d'être partenaires du projet : Tuléar (Madagascar), Villeurbanne et Bordeaux (France), Québec (Canada) et Salvador de Bahia (Brésil).

Le projet a été présenté par le CIEDEL devant le comité CCAH (Comité chargé de collecter les fonds pour l'application de la loi française sur l'amélioration de la prise en compte du handicap, composé des caisses de retraites complémentaires, et d'acteurs de la société civile), avec Axel Khan, président de la FIRA. Le projet PRDLI a été choisi comme projet représentatif des projets de recherche appliquée, pour donner aux cadres de la CCAH une illustration de ce qu'est la recherche appliquée ■

² Extrait d'un article en cours de préparation entre les partenaires

LE PROFADEL ET LE TRAVAIL SUR LA CITOYENNETÉ

Le PROFADEL, réseau de centres de formation en développement local réunit actuellement 6 entités (France, Madagascar, Mali, Maroc, Pérou et Togo). Le PROFADEL, qui est passé en douze ans du statut de 'programme' animé par le CIEDEL à celui de « réseau », essaie de conjuguer la souplesse des interactions (saisir des opportunités d'intervention croisée) et la rigueur de construction de pratiques mutualisées (co-construction de modules, mise en place d'un référentiel commun et d'un label), avec des moyens très contraints. Un de ses points forts tient à des échanges réguliers et en confiance sur les contextes et enjeux, qui depuis quelques années mettent en lumière des sujets critiques partagés, que les centres veulent traiter ensemble : entrées thématiques comme les questions d'exploitation minière, de foncier, de modèle de développement économique,... ou sujets transversaux comme la citoyenneté, sur lequel les centres ont prévu de concevoir et expérimenter un cursus commun dès 2014-2015.

RENCONTRE À RABAT EN DÉCEMBRE

A l'invitation du CERSS, les membres du réseau (sauf Escuela para el Desarrollo du Pérou) se sont rencontrés à Rabat fin 2013 à l'occasion du **Sommet mondial de CGLU** (Cités et Gouvernements Locaux Unis) qui se tenait sur le thème « Imaginer la société, construire la démocratie ». Les membres du PROFADEL (DELTA-C, IRFODEL et CIEDEL) ont animé une table-ronde organisée par le CERSS sur le thème : « **Apports de la recherche et de la formation à la gouvernance des territoires** ».

Cette opportunité a été valorisée pour tenir une **réunion de bilan** et de reprogrammation des activités, et pour partager les informations et les **réflexions méthodologiques sur l'évaluation thématique du Fonds de Solidarité Prioritaire dans le domaine de la décentralisation** et de la gouvernance locale, à laquelle tous les membres du PROFADEL participent comme co-évaluateurs, avec une revue à mi-parcours du FSP d'appui à la déconcentration au Maroc.

Le CERSS a également saisi cette occasion pour inviter le CIEDEL à assurer sa **conférence de rentrée** qui s'est tenue à l'Institut Supérieur d'Information et de Communication (qui forme notamment les journalistes) sur le thème : « Décision et gouvernance locales ». Y participaient une cinquantaine d'étudiants, chercheurs, responsables d'associations et ONG.

LE CHOIX DU THÈME DE LA CITOYENNETÉ

Constatant une crise de la citoyenneté dans leurs différents pays, les membres du PROFADEL ont commencé à travailler la question lors des réunions institutionnelles du réseau (réunion des directeurs) qui se tiennent tous les dix-huit mois environ. Des échanges ont eu lieu sur les problématiques spécifiques à chaque contexte et sur les enjeux partagés. Le réseau a alors décidé de s'emparer de la question, avec une double dynamique : **mise en place d'expérimentations terrain et conception d'une formation commune**. Dans cette perspective, ils ont signé une convention avec l'UCLy fin 2013, qui a permis de solliciter un financement de la Région Rhône-Alpes sur l'appel à projets « Coopérations et mobilités internationales » de la Direction de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (DEFI3S) pour la période 2014-2016. D'autres soutiens sont actuellement recherchés.

UN ATELIER DU RÉSEAU RAFOD SUR CE THÈME

Le travail amorcé sur la **citoyenneté** dans le cadre du PROFADEL a fait l'objet d'un **atelier thématique du réseau des anciens** animé par le RAFOD en mars, à Madagascar. Le contenu a été riche et il est prometteur car il a fait progresser dans l'appréhension de la question de la citoyenneté sur plusieurs plans :

- la citoyenneté entendue comme la dialectique entre l'individu et la société, et donc le rapport entre le citoyen et les organisations qui structurent la société.
- l'impérieuse nécessité, pour recréer de la citoyenneté de développer des « espaces publics » qui permettent le dialogue entre les citoyens ou leurs représentants et les représentants des institutions (élus, gouvernants, techniciens)
- l'importance pour permettre à la citoyenneté de s'exercer de : la mise à disposition régulière d'information ; l'existence d'une fonction d'accompagnement / animation ; d'un travail de renforcement de capacité au fil de l'eau.

L'ÉVALUATION DU PROFADEL

Le PROFADEL a fait l'objet d'une évaluation externe participante au deuxième semestre 2013, portant sur deux grands axes : les effets du PROFADEL sur chaque centre, au niveau pédagogique et institutionnel, et la gouvernance du réseau. L'évaluateur s'est rendu au Togo, Mali et Maroc, puis en septembre 2013 en France où il a également rencontré le SG de FFF Malagasy Mahomby, et au Pérou.

A l'occasion de cette évaluation des conférences publiques ont été organisées au Pérou et au Maroc sur le développement territorial, animées par l'évaluateur M. Simon Narcisse Tomety.

Le rapport provisoire a été livré en mai. La dimension de renforcement institutionnel de chaque centre, traitée en filigrane, montre des résultats insuffisants, nécessitant une démarche plus volontaire et plus structurée. Les orientations devraient également privilégier une évolution des modalités d'organisation et d'animation des échanges (réseau multipolaire, rôle de coordination tournant). La restitution aux membres et la mise en discussion ont été programmées pour la réunion institutionnelle prévue en septembre 2014 à Rabat, où seront fixés les axes stratégiques de la prochaine période à partir des conclusions et recommandations de cette évaluation externe.

STAGES

Le CIEDEL a accueilli deux personnes des centres membres en stage :

- la coordinatrice administrative (bénévole) du CERSS qui est enseignante chercheuse en sciences sociales et enseignante à l'Université de Rabat. Son stage d'un mois portait sur la gestion administrative et financière ; l'analyse des données ; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et la communication.
- Le responsable pédagogique de Delta C, qui a suivi le module évaluation et prolongé ensuite son séjour pour travailler 2 semaines avec le RAFOD sur une stratégie de recherche de financement pour des bourses étudiants.



LE CHOIX DE LA THÉMATIQUE « CITOYENNETÉ & DÉVELOPPEMENT »

Dans chacun des pays des membres du PROFADEL, on constate une crise de la citoyenneté qui se traduit par des comportements plus ou moins marqués et répandus de contournement des règles au mépris du bien commun, le rejet des institutions, le renforcement des communautarismes, les réactions violentes contre les individus, les institutions et les biens publics, l'adhésion aux groupes séditionnels, ou la démission et le désintérêt face à la chose publique. De fait :

- Beaucoup de citoyens n'identifient plus et n'accèdent plus aux droits qu'ils ont dans la société. En conséquence ils ne se sentent plus redevables face à la société dans laquelle ils vivent et ne se sentent donc ni responsables face à celle-ci, ni comme ayant des devoirs à exercer pour que la société puisse fonctionner au bénéfice de tous,
- Les liens et les solidarités entre les citoyens eux-mêmes s'estompent, au mieux au profit d'une indifférence entre les personnes et au pire au profit de violences qui peuvent être inter et intracommunautaires
- La société à travers ses institutions et ses responsables politiques, malgré les discours sur la participation, laisse de moins en moins de place au citoyen dans les décisions politiques qui les concernent, les citoyens ne voyant pas comment exercer et accéder à leurs droits ni comment influencer les choix politiques. Cette situation, parfois marquée par des pratiques clientélistes peut aller dans certains cas jusqu'à la « criminalisation » des mouvements sociaux par les responsables politiques.

Ce sentiment de « non appartenance » à la société et d'impuissance pour la faire évoluer est révélateur d'une relation entre l'individu et la société qui est à repenser, refonder et reconstruire, si l'on ne veut pas déboucher sur une réelle crise de la citoyenneté au niveau mondial qui remette en cause la viabilité même de nos sociétés, qui remette en cause le contrat social qui nous lie débouchant sur des crises sociales et le développement des mouvements séditionnels et des actes terroristes.

Cette situation est mondiale, et si elle se manifeste avec une acuité différente selon les contextes, elle concerne aussi bien la France que les pays à revenus intermédiaires et les pays moins avancés.

Les membres du PROFADEL, qui ont tous une double compétence, en termes de connaissance et d'implication opérationnelle sur le terrain au plus près des réalités locales, et en termes universitaire et académique par leur action d'enseignement supérieur ; et qui sont tous des organisations visant le changement social, ont décidé de s'engager collectivement pour agir sur cette question et relever l'enjeu de contribuer à refonder l'exercice de la citoyenneté par le renouvellement des approches, méthodes et outils d'éducation citoyenne dans une perspective internationale.

La thématique de la citoyenneté et de la démocratie est aujourd'hui à l'agenda des Etats (Togo, Mali, Maroc, France...), des Partenaires Techniques et Financiers (Coopération suisse, fondations allemandes...), des opérateurs de développement (ONG...) et des acteurs de la société civile.

Elle fait en particulier l'objet de politiques publiques nationales. Mais elle peine à trouver des modalités de mise en œuvre adaptées au XXIème siècle et fait recours à des méthodes ►

anciennes (uniforme en milieu scolaire, éducation civique...). qui ont besoin d'être renouvelées. Ce renouvellement nécessite :

- de réinterroger, dans une diversité de contextes les fondements conceptuels de la citoyenneté et du vivre ensemble, sur différents plans : historiques, culturels, sociologiques, politiques, institutionnels, individuels et juridiques,
- d'analyser les liens entre ces domaines, leur articulation entre différents niveaux (identités, sociétés, éthique personnelle, systèmes de valeurs collectifs, intérêt général)
- leurs traductions sur le plan des pratiques, des projets, des systèmes de régulation, de gouvernance et de répartition du pouvoir
- les évolutions qui traversent ces structures anthropologiques, sociales et politiques.

Le sujet a commencé à être travaillé par les six centres lors des réunions institutionnelles du réseau (réunion des directeurs) qui se tiennent tous les dix-huit mois environ. Des échanges ont eu lieu sur les problématiques spécifiques à chaque contexte et sur les enjeux partagés. Le réseau a alors décidé de s'emparer de la question avec une double dynamique :

- Développer des pratiques de renforcement de l'exercice de la citoyenneté qui permettront de concevoir collectivement des démarches et des outils adaptés aux différents contextes, à les mettre en œuvre sur des territoires ou avec des groupes de population restreints, à les suivre, les capitaliser et les formaliser.
- Co construire et mettre en place une formation supérieure, qui pourra se décliner de manières partiellement différenciées d'un centre à l'autre, à l'intention de publics mixtes : professionnels et jeunes en fin de formation initiales, cadres des services publics et intermédiaires sociaux ■

LES ACTIVITES « DEVELOPPEMENT LOCAL » EN FRANCE

Les activités dans le domaine du développement local et territorial en France ont deux objectifs : partager nos savoir-faire pédagogiques, méthodologiques et d'analyse avec les acteurs et les territoires, et favoriser les échanges entre praticiens intervenant dans des contextes différents pour nourrir la réflexion et l'innovation, notamment dans le sens « sud-nord ». Les activités se situent au niveau national via la participation à l'UNADEL (Union Nationale des Acteurs du Développement Local), mais surtout au niveau régional où le CIEDEL construit progressivement un maillage avec les différents acteurs institutionnels, acteurs d'appui et territoires. Ce maillage se fait, essentiellement au travers d'activités de recherche action et d'expertises qui touchent aux politiques publiques locales, à la réflexion sur l'ingénierie territoriale et à l'innovation sociale.

SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES

- **L'évaluation d'impact du Projet de Rénovation Urbaine dans le quartier de la Monnaie à Romans** sur Isère a été finalisée en cours d'année 2013 avec une restitution finale début septembre. Les élus se sont appuyés sur ce travail pour lancer le débat sur les orientations du prochain contrat Politique de la Ville. Les résultats ont aussi été valorisés avec une remise officielle du rapport à la Ville de Romans en présence de la presse, une présentation à la Région Rhône Alpes ainsi qu'à des acteurs nationaux : l'ANRU/Agence Nationale de Rénovation

Urbaine (qui a demandé que son logo soit sur le document) et l'IRDSU / Inter Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain.

- Suite aux formations accompagnements qui avaient été réalisés en 2011-2012 auprès des **territoires de Rhône Alpes en programme LEADER** (programme européen de développement rural géré par la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt - DRAAF) pour les **évaluations à mi-parcours** de leur mise en œuvre, la DRAAF nous a confié la réalisation d'un **bilan transversal** de ces évaluations, menées par 16 des 17 territoires concernés. L'analyse, concertée avec les territoires et les évaluateurs externes, a fait l'objet d'un document synthétique à destination des territoires avec des recommandations pour leur évaluation finale, notamment en termes de **pilotage politique de l'évaluation**. Les points saillants ont également été présentés lors de la rencontre annuelle des territoires en LEADER en novembre 2013.
- Une expertise a été réalisée pour la « Vallée de la Drôme » avec pour mission de **d'accompagner le territoire dans l'élaboration de sa candidature au nouveau programme LEADER 2014-2020**. Ce territoire en tant que tel ne faisait pas partie des 17 territoires bénéficiaires de LEADER sur la période précédente, il est issu d'un mouvement de recomposition territoriale (fusion de communauté de communes). Ce travail a été l'occasion de tester un outil d'analyse du développement durable assez opérationnel et **d'identifier les leviers que les collectivités locales peuvent saisir pour enclencher sur leur territoire des changements significatifs de pratiques de gestion des ressources naturelles**, notamment dans le secteur économique.
- Un **travail original** a été réalisé avec le groupe local du **CCFD Terre solidaire du Bugey**, auprès duquel deux étudiants en formation longue ont fait leur stage sur le thème « **Les usages de l'eau** ». Le stage s'est inscrit dans un **processus expérimental « d'immersions locales de partenaires du sud »** testé sur des formats d'une semaine dans quatre territoires de Rhône Alpes. Il a permis de lui donner une nouvelle ampleur, et de montrer tout l'intérêt d'un **travail conjoint entre un groupe de bénévoles et d'acteurs locaux et des professionnels de pays en développement**. Ceux-ci, tout en apportant leur regard sur les pratiques locales, ont été amenés simultanément à approfondir le sujet dans leur propre contexte. Pour les acteurs français, l'immersion a été un moyen de (re)découvrir les réalités de leur territoire, de mieux comprendre un domaine qu'ils connaissent peu – pour la plupart d'entre eux. Mais surtout, cela leur a permis d'identifier qu'ici aussi il y a des difficultés, que la gestion de l'eau est une problématique complexe qui implique un grand nombre d'acteurs (élus, société civile, acteurs économiques, etc.) et recouvre un grand nombre d'enjeux - politiques, économiques, environnementaux, sociaux - ce dont le « grand public » n'est pas toujours conscient. En ce sens cette expérimentation **laisse entrevoir les contributions possibles d'un dialogue et d'un travail conjoint entre acteurs du Nord et du Sud, et au renforcement d'une prise de conscience, ici et là-bas, des enjeux partagés à l'échelle de la planète**.

SUR L'INGÉNIERIE TERRITORIALE

- A la demande de l'université de Montpellier où le CIEDEL a fait une intervention en juin dans un séminaire « Territoires, emplois, compétences », un article a été rédigé sur **les métiers de l'ingénierie territoriale et ses évolutions**. Il reprend les éléments issus du travail de prospective de la plateforme des métiers de

l'UNADEL et a été publié dans un cahier spécial du CEREQ (Centre d'Etudes et de Recherche sur les Qualifications).

- Suite au Congrès des Développeurs territoriaux organisé en juillet 2012 par l'UNADEL, le CIEDEL a été invité à rejoindre un **groupe informel des centres ressources en développement territorial de Rhône Alpes**, où il a rejoint le CRDSU (réseau des professionnels du développement urbain), la CRDR (centre ressources en développement rural) et l'ARADEL (réseau des professionnels du développement économique). Durant l'année 2013-2014, le groupe a préparé une première journée « Ingénieries territoriales » programmée pour le 30 septembre 2014. 60 professionnels du développement territorial sont attendus pour échanger sur leurs métiers et **inventer des modalités de coopération entre univers professionnels** (par exemple développement économique et développement social urbain, développement rural et urbain,...).
- Le CIEDEL a été également invité par la Cité de la Solidarité internationale d'Annemasse à intervenir dans les « zoom métiers » sur l'international qu'elle organise régulièrement pour un public mixte (jeunes en formation, adultes en reconversion) et que la responsable souhaitait élargir au-delà des présentations habituellement orientées « métiers de l'humanitaire ». Cette collaboration a permis d'ouvrir un chantier de réflexion sur **valorisation** et le réinvestissement possibles **des compétences acquises dans la coopération et la solidarité internationale dans les métiers du développement local et de l'économie sociale et solidaire en France / Europe**. Un groupe de travail informel est constitué avec des acteurs de l'entrepreneuriat social et de l'ESS de Savoie et de Genève.

SUR L'INNOVATION

- Une intervention d'une journée a été faite auprès de l'association « AIDER » - comité local de développement de la vallée de la Drôme – pour animer son assemblée générale annuelle sur « **La place des associations dans l'innovation sociale**, compte tenu de l'évolution démocratique locale ».
- Une autre intervention a traité de **l'innovation sociale** dans un atelier méthodologique organisé à l'occasion de la rencontre annuelle du réseau Villes-Campagnes de la Plate-forme régionale développement rural de Rhône Alpes.

LA CAPITALISATION

Dans ce domaine des compétences méthodologiques, le fait le plus marquant est l'importance qu'a prise la **capitalisation** au cours des dernières années, sur lequel les demandes d'appui sont nombreuses. Plusieurs consultants indépendants sont présents sur les appels d'offre, mais le CIEDEL a emporté plusieurs marchés en 2013 et 2014, qui représentent une bonne part des activités du domaine : à peu près la moitié des actions menées, et environ un tiers du temps et des recettes. Ce sont essentiellement des accompagnements, parfois des formations courtes, ou les deux associés.

- **PROJEG** : démarrage d'un accompagnement en capitalisation pour le « **Programme de renforcement de la société civile et de la jeunesse en Guinée** » piloté par Aide et Action mais associant 138 organisations guinéennes et 13 organisations françaises. Le processus a été mené en deux temps. Tout d'abord, la capitalisation a été centrée sur les Collèges Régionaux, cadres de concertation et d'initiative locale jouant un rôle clef dans la mobilisation des OSC, le partage et le portage des valeurs et leur traduction concrète dans la mise en œuvre d'actions collectives sur les enjeux locaux. Ce sont des espaces ouverts où les acteurs ont réussi à mettre en place un mode d'organisation souple avec une grande liberté d'expression. La capitalisation sur les Collèges régionaux a constitué pour les acteurs du programme un temps d'apprentissage et de développement de la culture de capitalisation. Ce qui a permis, dans un second temps, de tirer avec eux les enseignements du processus et de les outiller pour qu'ils soient en capacité de réinvestir leurs nouvelles compétences en capitalisation sur d'autres objets.
- **PRODÈRE AO** : dernière étape de l'accompagnement du **programme de renforcement des réseaux en éducation** mené dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest par Solidarité laïque et regroupant 146 organisations. L'appui aux quatre groupes thématiques leur a permis de finaliser des documents à vocation essentiellement méthodologique sur la petite enfance, la lutte contre la déperdition scolaire, l'engagement des jeunes et la prise en compte du handicap.
- **Conseil Général de Seine Maritime** : suite de l'accompagnement à la capitalisation pour les comités de jumelage. Les documents produits seront surtout utiles pour les acteurs concernés.
- **ADOS** : deux accompagnements courts ont été réalisés, d'une part pour l'équipe sénégalaise et d'autre part au lancement d'un travail conjoint entre ADOS et Le Partenariat (Lille), qui veulent produire ensemble un outil commun sur l'éducation au Développement et sur la place de l'EAD dans les institutions.
- **Lianes Coopération** : animation d'une journée de formation pour asseoir une démarche de capitalisation sur une compréhension commune des attendus.
- **Atelier du réseau RAFOD** : animation d'une semaine de formation-action co-animée à 3 par CIEDEL, IRFODEL et un cadre malgache. Un intervenant externe est venu animer un atelier d'écriture pour faciliter le processus de rédaction.
- **Association des Amis de Sœur Emmanuelle ASMAE** : lancement de l'accompagnement d'un processus de capitalisation interne qui vise la définition d'une politique et la mise en place d'un **dispositif de « productions et partages issus des expériences »**. Le travail est réalisé avec une équipe d'une quinzaine

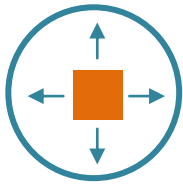
de personnes du siège et des terrains dans les quartiers populaires autour de Paris et dans 6 pays (Philippines, Inde, Liban, Egypte, Burkina Faso, Madagascar). L'appui est programmé sur 2 ans, et orienté sur l'interne et le management des connaissances, ce qui constitue un nouveau champ pour les accompagnements de capitalisation.

LES FORMATIONS COURTES

- **Gestion de projet** : formations organisées par RESACOOOP pour les acteurs rhônalpins, par Pays de Savoie Solidaire et pour les organisations de la société civile algérienne par le SCAC Alger / Campus France. Formation de l'équipe de salariés (Nord et Sud) d'AFDI, puis des administrateurs et bénévoles (Caen, Niort, Dijon) autour du cycle de projet.
- **Evaluation** : formation à l'évaluation des politiques publiques d'aide au développement et à l'évaluation des projets de coopération pour les agents du MAEDI.
- **Plaidoyer** : formation pour Médecins du Monde et pour le Réseau RBM "Billital Maroob", un réseau d'organisation d'éleveurs et de pasteurs (coordinations et plateformes nationales) de 7 pays d'Afrique de l'Ouest. La demande est de former l'équipe technique. Un premier séminaire s'est tenu à Niamey/Niger durant 4 jours sur le renforcement de capacités, à l'issue duquel un plan de renforcement a été défini.

LES EXPERTISES

- **Evaluation** : finalisation de l'appui démarré en 2012-2013 pour Aide et Action sur l'amélioration du dispositif de suivi évaluation de son programme « Education » en Afrique de l'ouest. Evaluation des actions de Toilettés du Monde (Nyons) en matière de formation et accompagnement de petites associations françaises sur l'assainissement.
- **Développement organisationnel** : accompagnement de deux structures dans leur réflexion sur leurs nouvelles **orientations stratégiques** (ADOS et ACCIR).



APPROCHES TRANSVERSALES, PARTENARIATS MULTI-ACTEURS ET DIALOGUE POLITIQUE

En 2013-2014, ce domaine de compétences a représenté environ 14% des activités : il a mobilisé 6% du temps de travail total hors formation universitaire, pour la réalisation de 11 activités, et pèse pour 8% des recettes. Il a principalement été exercé dans des activités concernant l'international avec des bénéficiaires finaux multi pays, en Egypte et en Afrique centrale, et pour des publics français en formations courtes.



Les activités ont porté sur cinq des sept catégories, à l'exception de l'accompagnement et de la recherche action. Les deux activités les plus fréquentes sont l'expertise (trois évaluations) qui représente 56% des jours dédiés, puis les formations courtes (25%). Mais il y a également quelques participations à des évènements, notamment les Assises de la coopération solidaire en Rhône Alpes qui se sont tenues début juillet à Lyon et Annemasse, une publication sur la thématique Genre et une intervention en formation universitaire (cours de géopolitique "Indonésie/Timor" à l'IDHL)

Ev	Ev	Ev	Ev	fc	fc	fc	fc
Ev	Ev	Ev	Ev	fc	fc	E	E
fu	P	P	fc	fc	E	E	E
P	P	fc	fc	E	E	E	E
fc	fc	fc	E	E	E	E	E
fc	fc	E	E	E	E	E	E
fc	E	E	E	E	E	E	E
E	E	E	E	E	E	E	E

A	Accompagnement
RA	Recherche action
E	Expertise
fe	Formation externe
P	Publication
Ev	Evènement
fu	Formation universitaire

GENRE ET DÉVELOPPEMENT

- **ASTER** : Aster International, ONG picarde spécialisée dans les questions de Genre et développement, aussi bien en Picardie qu'au « Sud » a reçu un appui méthodologique de la part du CIEDEL pour développer un **diagnostic territorial participatif avec une approche genre** dans le Sud Kivu (RDC). Le projet a pris

plus de temps que prévu (début en 2012) et a été finalisé en juillet 2014. L'appui CIEDEL concerne surtout la méthodologie et un appui sur le produit final.

- **ADOS : formation courte** en Genre et développement de l'équipe sénégalaise.
- **Participation à un évènement de la Quinzaine de l'égalité femmes-hommes** : le CIEDEL a participé à deux rencontres organisées en Rhône Alpes avec deux élues de République démocratique du Congo invitées par Forum Réfugiés-COSI et la Région Rhône Alpes dans le cadre de la quinzaine de l'égalité femmes-hommes. L'une est Bourgmestre de la commune de Kasa Vubu à Kinshasa, où le CEFORMAD a en partie mené son programme « Développement et gouvernance locale » que nous avons appuyé par des formations et ateliers.
- **Publication d'un recueil de proverbes d'origine africaine et haïtienne sur le Genre** (relations sociales femmes-hommes), récoltés lors des séminaires Genre au CIEDEL auprès des étudiants. Le livret, préfacé par Mme Véronique Moreira, vice-présidente de la Région Rhône Alpes déléguée à la coopération solidaire, a été édité en français et anglais.

INTERCULTURALITÉ

- L'animation de sessions de formation auprès de chefs de projet d'Handicap International sur le thème "**Management d'une équipe dans un contexte multiculturel**" a continué cette année. Ces sessions, très intéressantes, permettent de travailler des cas apportés par les participants dans des contextes variés. Le matériau accumulé a été analysé dans le cadre d'un stage étudiant et pourrait donner lieu à une publication l'an prochain (temps de travail encore assez important). L'approche a été partagée lors d'une intervention dans le colloque organisé en juin à l'UCLy par la **Chaire UNESCO « Mémoires, cultures et interculturalité »** sur le thème « Le développement des compétences interculturelles : de l'éducation au management ».

COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Evaluations

- **Croix Rouge Belgique** : restitution finale de l'évaluation du programme Burkina et formation des représentants pays à Bruxelles.
- CFSI : finalisation de l'évaluation du « **Programme d'appui aux sociétés civiles, dialogue avec les pouvoirs publics et influence sur les politiques publiques** » mené dans 18 pays.
- Secours Catholique / Caritas Egypte : évaluation d'un **programme d'accueil des enfants des rues au Caire et à Alexandrie**.

Formations externes

- Cycle de **professionnalisation des acteurs limousins de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale** : ce cycle organisé par le Conseil Régional du Limousin a représenté un total de 12 journées dont 7 sur la gestion du cycle de projets et 5 thématiques, sur l'impact CO2, les compétences régionales et « le genre, les jeunes, les migrants ».

Evènements et espaces collectifs

- **7^{èmes} Rencontres Régionales de la Solidarité Internationale et de la Coopération Décentralisée en Limousin** : la Région Limousin a sollicité le CIEDEL, et une chargée de mission ainsi qu'une ancienne étudiante sont intervenues dans une table ronde « Quelle vision du développement est portée par les acteurs/la société et quelle éducation au développement est pratiquée au « Sud » / au « Nord ? » ».
- **Assises de la Solidarité en Rhône Alpes** : la 4^{ème} édition des Assises s'est tenu les 27 et 28 juin à Annemasse et Lyon. Pour cette édition des Assises et contrairement aux trois précédentes, le CIEDEL n'a pas soumissionné pour l'appui à la conception et à l'organisation, mais s'est positionné comme acteur régional et a contribué comme tel à la préparation dans le cadre des réseaux thématiques régionaux et aux temps d'échanges et de débat des Assises. Une dizaine de membres du PROFADEL et de membres du réseau des anciens ont été invités par la Région, et ont pu apporter leurs témoignages et analyses sur des questions variées : genre, santé, citoyenneté, formation, paix, accès aux droits,...

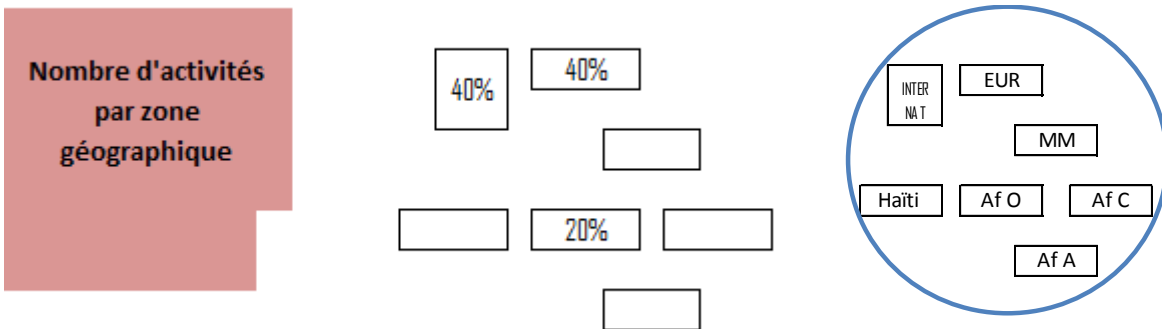
A l'occasion des Assises, le réseau régional thématique « Formation et professionnalisation des acteurs » a publié un annuaire des formations sur la solidarité en Rhône Alpes. Et un film a été réalisé et diffusé sur le CIEDEL.



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Ce dernier domaine de compétence, encore marginal dans nos activités, a mobilisé 5% du temps de travail total hors formation universitaire, pour la réalisation de 5 activités, et pèse pour 4% des recettes.

C'est un domaine qui a principalement été exercé dans des activités concernant l'international et l'Europe (France et Italie), dans une moindre mesure l'Afrique de l'ouest.



Comme domaine émergent, il n'a porté que sur quatre catégories d'activités : la formation externe pour moitié, l'expertise et la publication pour une petite part chacune, et un temps très réduit sur des activités qualifiées de recherche action avec les AEH.

P	P	P	P	fc	fc	fc	fc
P	P	P	fc	fc	fc	fc	E
P	P	fc	fc	fc	fc	fc	E
P	P	fc	fc	fc	fc	E	E
fc	fc	fc	fc	fc	E	E	E
fc	fc	fc	fc	E	E	E	
fc	fc	fc	E	E	E	ra	

A	Accompagnement
RA	Recherche action
E	Expertise
fe	Formation externe
P	Publication
Ev	Evènement
fu	Formation universitaire

Les deux faits marquants de l'année sont la venue en formation d'un groupe de jeunes professionnels italiens pendant un mois, et la publication d'un livret sur « Agriculture familiale et développement local » issu d'un atelier de capitalisation d'expériences animé en 2013 en Afrique de l'ouest avec des professionnels anciens étudiants dans le cadre du réseau RAFOD.

- ENGIM, partenaire italien du projet Leonardo, nous a proposé de faire une expérimentation de la mobilité entre nos 2 cursus, dans le cadre d'un projet financé par la région Piémont. C'est ainsi que **10 jeunes étudiants italiens** sont venus au CIEDEL pendant **un mois**, pour une **formation en développement local durable et entrepreneuriat solidaire**. Le rythme hebdomadaire a été construit selon un format de 2 jours de cours, 2 jours de visites terrain et une journée de travail personnel.

Cela nous a aussi poussés à contacter de nombreux acteurs du Grand Lyon, et bien que cela ait été fait tardivement, toutes les structures sollicitées ont acceptées et se sont déclarées très intéressées et très intéressantes.

- **Publication “Agriculture familiale et Développement local”** : Un travail de capitalisation sur ce thème a fait l'objet d'un atelier de travail à Ouagadougou en Mai 2013, regroupant une dizaine professionnels du DL (anciens du CIEDEL) originaires de l'Afrique de l'Ouest et animé par 2 membres du CIEDEL. Cet atelier a permis non seulement de recueillir et organiser les expériences de chacun mais également de former les participants à la démarche de capitalisation. Le travail de rédaction est en cours et la publication est prévue pour la fin 2014

Les autres activités, deux expertises et un évènement, ont été assez ponctuelles :

- **Association Champenoise de Coopération Internationale** : appui à la redéfinition du **projet associatif** (groupe d'agriculteurs)
- UNMFREO : participation aux rencontres internationales des **Maisons Familiales Rurales** (MFR) sur deux jours. Nouvelle restitution de l'évaluation réalisée au 1^{er} trimestre puis animation de groupes de réflexion thématiques pour renforcer la **qualité de la stratégie et du partenariat** entre les MFR françaises et des 17 pays partenaires.
- A l'occasion de la présence des **anciens et membres PROFADEL** venus pour les Assises régionales et/ou l'atelier de capitalisation du réseau RAFOD, une **rencontre débat** a été organisée début juillet **sur le thème du développement économique local**, avec les étudiants et les partenaires locaux de CIEDEL et RAFOD. Les questions débattues : *Le développement économique est une dimension particulièrement complexe du développement local, mais est-il pour autant réservé aux spécialistes ? Peut-on se satisfaire des conceptions qui guident les politiques promues par les institutions internationales ? Y a-t-il d'autres façons de penser et surtout d'autres façons de faire ? Est-ce raisonnable de proposer à des jeunes de se lancer dans l'entrepreneuriat social ?*

PARTENARIATS

RESACOOOP

Les activités menées en 2013-2014 et se sont inscrites dans les grands objectifs de la programmation 2010-2015 :

- Améliorer et poursuivre les missions de service public régional de la coopération internationale ;
- Animer un outil territorial d'écoute, d'analyse et de prospective ;
- Etre un catalyseur d'expérimentations et de démarches innovantes ;
- Mettre en œuvre des actions transversales.

Mais le **fait marquant de l'année** a été le travail engagé sur le dossier de **renouvellement du GIP** (Groupement d'Intérêt Public). En effet, celui-ci arrivant à échéance en novembre 2015, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion de septembre 2013, de lancer la procédure de renouvellement, à la fois sur sa dimension statutaire, mais aussi et surtout sur les dynamiques portées par le réseau. Les principales décisions prises à cet égard sont : unanimité des membres pour ouvrir le groupement à d'autres organisations ; proposer une nouvelle rédaction de l'objet du GIP et examiner si d'autres missions peuvent être dévolues à RESACOOOP ; approfondir la réflexion sur les instances de gouvernance (assemblée générale, conseil d'administration) ; accord pour une durée indéterminée avec évaluation tous les 5 ans.

Six mois de rencontres, de réunions, de débats ont été nécessaires pour définir, entre membres actuels et futurs, les nouvelles orientations et missions de RESACOOOP, puis les valider lors de l'assemblée de préfiguration du 23 septembre 2014 que présidaient un représentant du Secrétariat général aux affaires régionales et Mme Véronique Moreira Vice-présidente de la Région Rhône-Alpes en charge de la coopération solidaire. A l'issue de ce processus, **25 organisations** (13 actuellement) ont manifesté leur engagement à s'investir dans RESACOOOP et à faire vivre la coopération internationale dans le quotidien des Rhônalpins. La convention constitutive devrait être signée début 2015, puis approuvée par un arrêté préfectoral courant 2015.

Un document décrivant le "projet" du futur GIP et une proposition de convention constitutive ont également été élaborés.

Dans ce cadre, plusieurs échanges ont eu lieu entre RESACOOOP, le CIEDEL et l'UCLy, pour définir leurs modalités d'implication, entre l'université via l'AFPICL, actuellement adhérente à RESACOOOP, ou le CIEDEL, employeur du personnel du GIP et apporteur d'ingénierie. Jusqu'à présent le CIEDEL n'était pas adhérent au GIP mais y siégeait en qualité de représentant de l'AFPICL. Il a été convenu qu'à l'avenir, ce serait le CIEDEL qui serait adhérent du GIP, le vice-recteur de l'UCLy pouvant de fait y siéger en tant que vice-président du CIEDEL.

Les relations entre le CIEDEL et l'université continuent à se diversifier.

SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL

- l'UCLy a été régulièrement présente au Conseil d'administration du CIEDEL où elle a trois représentants dont deux membres de droit : le Recteur qui a délégué le Vice-Recteur en charge du développement et le Doyen de la Faculté de Droit, Sciences économiques et sociales ;
- de même le CIEDEL, institut associé de la Faculté de Droit, Sciences économiques et sociales, a participé régulièrement aux réunions du pôle facultaire, du Conseil des Facultés et Instituts et à l'Assemblée d'université.
- Le CIEDEL s'est impliqué dans le processus d'autoévaluation de l'UCLy, en apportant sa contribution tant sur le plan de la fourniture d'informations pour le rapport global que sur la relecture collective de celui-ci.
- De nombreux contacts ont eu lieu dans le cadre de la préparation du déménagement sur le site St Paul.

SUR LE PLAN ACADÉMIQUE

- à l'international, le partenariat fort qui existe actuellement entre le CIEDEL et l'UCLy porte sur la conception et la mise en œuvre conjointe entre CIEDEL et l'IDHL (Institut des Droits de l'Homme de Lyon) du cursus de formation « Développement local et Droits Humains » en Égypte, au sein du Centre Anaphora. Le cursus est maintenant sanctionné par un Diplôme universitaire de l'UCLy, le dossier ayant été validé par la Commission Recherche de juillet 2014.

Une réflexion est en cours entre CIEDEL, IDHL et le service des Relations Internationales pour valoriser cette offre de formation, qui peut être délivrée en français et en anglais, dans d'autres pays.

- A l'occasion de la prise de fonction du nouveau directeur de l'ESDES, un échange a eu lieu entre les deux instituts, et devraient être prolongés pour étudier une offre de formation commune.
- Le CIEDEL a accueilli en stage un étudiant de l'UCLy de la première promotion du nouveau Master « Philosophie et Management » conjoint entre l'ESDES et la faculté de philosophie, pour réaliser une recherche et une analyse en situation concrète sur le « sens au travail ».
- La participation du CIEDEL aux Ateliers de l'Entrepreneuriat Humaniste et au CRESO n'a pu être aussi intense que l'année précédente, mais l'intérêt de trouver des collaborations sur les thèmes du développement local et de l'entrepreneuriat reste entier.

VIE ASSOCIATIVE & VIE D'EQUIPE

VIE D'EQUIPE

- Un **changement de direction** est intervenu, après élection par l'équipe comme le prévoient les règles de l'association. Catherine Delhayé a remplacé Nicolas Heeren le 1^{er} septembre 2013.
- David HACQUIN est passé à mi-temps au 1^{er} septembre pour suivre un Master en management des organisations. Il était jusque-là basé à Niamey, mais a déménagé à Lubumbashi début 2014 suite à une mutation de son épouse. Cela le rapproche de Madagascar où il assure des missions sur le moyen terme, et de plusieurs pays d'Afrique centrale (Congo, RDC) dans lesquels nous avons régulièrement des activités, et un centre de formation partenaire qui pourrait intégrer à terme le PROFADEL (CEFOMAD).
- Stéphanie LATREILLE a repris le 01/10/12 après un congé parental, sur un temps partiel à 80%.
- Marie-Loup Fall Guérin directrice du RAFOD a repris après un congé maternité en janvier
- **Deux conseils d'unité** d'une journée ont été organisés en février et juillet 2014. Les thèmes travaillés ont été la **gouvernance**, le **modèle économique**, le **management**, l'évolution de la **formation universitaire**, la **recherche action** et l'évaluation du **PROFADEL**.
- Cinq étudiants ont été accueillis en stage au CIEDEL : un étudiant en BTS informatique (soutien et formation de l'équipe) ; un étudiant de l'UCLy en Master « Philosophie et Management » (analyse du sens du travail) ; une étudiante en psychologie sociale (perception de la culture de l'autre), un étudiant en Master à la Sorbonne (histoire de l'internationalisation des villes / Bamako) et une étudiante du CIEDEL (notions et pratiques du renforcement de capacités).

RAPPROCHEMENT AVEC L'OSL

Depuis 3 ans, des relations relativement soutenues se sont nouées entre trois associations partageant une histoire commune (issues de l'UCLy) et un certain nombre de valeurs : ALPES, OSL et CIEDEL. Elles se sont souvent retrouvées pour travailler notamment sur un dossier de soutien au secteur non lucratif fortement fragilisé/menacé par la réduction des fonds publics dédiés à l'action sociale, socio-sanitaire, socioculturelle et d'insertion (dossier « OBNL »). Elles ont également participé ensemble au processus de création des Ateliers de l'Entrepreneuriat Humaniste (AEH) mené conjointement par l'UCLy et Habitat et Humanisme ainsi qu'à la création du CRESO, laboratoire de recherche transdisciplinaire de l'UCLy sur l'entrepreneuriat social.

La dynamique a été plus forte entre OSL et CIEDEL, qui n'ont pas tout à fait les mêmes métiers, mais entre lesquelles davantage de **complémentarité** semble exister. Les **échanges** ont concernés plusieurs domaines :

- des **réponses à AO** sont bâties conjointement sur des territoires français (et plutôt rhônalpins) ; pour le moment, un marché a été remporté et mené ensemble ;

- des **échanges de services** ont été réalisés : une chargée de mission du CIEDEL a animé une journée de réflexion prospective avec l'équipe et le CA de l'OSL en juin 2013, en échange de la participation d'un membre CIEDEL à une formation de l'OSL sur les techniques d'enquête ;
- une réflexion informelle a été entamée sur le sujet du pouvoir d'agir ;
- en 2013-2014, les deux directions se sont associées en partie au cycle de conférences organisé par Bruno-Marie Duffé à l'UCLy, puis à un bilan de ce cycle et à la préparation du prochain ;
- enfin, depuis le début de l'année 2014, une **participation croisée des directions aux conseils d'administration** a été officialisée pour renforcer la connaissance et les contributions mutuelles.

Tous ces échanges se sont passés dans de très bonnes conditions de dialogue et de confiance. Constatant que nos structures ont beaucoup à gagner à travailler ensemble, que l'une comme l'autre ont des modèles économiques en tension et ont intérêt à s'allier, le CA de l'OSL a souhaité en mai 2014 que **les deux structures étudient un « rapprochement »**, sans préjuger de l'intensité et de la nature de ce rapprochement. La proposition a donc été soumise au CA du CIEDEL du 9 juin, qui l'a accueilli favorablement, en laissant la perspective très ouverte. Durant l'année :

- constatant que si nos deux associations doivent collaborer étroitement, elles auront besoin d'être géographiquement proches, nous avons demandé des **bureaux voisins à St Paul**,
- une **convention de service** a été préparée pour que l'OSL puisse confier une bonne partie de ses tâches administratives et de gestion au CIEDEL.

VIE ASSOCIATIVE

L'**assemblée générale** ordinaire du CIEDEL s'est tenue le 21 février 2014. Suite à cette AGO, le bureau de l'association a été élu au sein du CA :

- au poste de président : M. Philippe Villeval
- au poste de trésorier : M. Olivier François
- au poste de secrétaire : Mme. Claudine Pilton

L'association a accueilli **deux nouveaux membres** : David Chevallier, directeur de l'Observatoire Social de Lyon, qui a été élu comme administrateur lors de l'Assemblée générale du 14 février 2012 et M. Abdallah SAAF, directeur du CERSS, centre de formation en Développement local de l'université de Rabat membre du PROFADEL.

Le CA a validé les deux mandats d'administrateurs d'Olivier Thomé et Antonio Silveira en tant que représentants des salariés, élu par l'équipe en Conseil d'Unité. Deux membres se sont vus octroyer la qualité de « membre fondateur » : MM. Olivier François et David Chevallier.

LISTE DES SIGLES

AD2R	Association Développement Rural Réunion
AEH	Ateliers de l'Entrepreneuriat Humaniste
AFD	Agence Française du Développement
AG	Assemblée Générale
ALPES	Association Lyonnaise de promotion et d'éducation sociale
ARADEL	Association Rhône-Alpes des professionnels du Développement Economique Local
ART	Assemblée Régionale de Tombouctou
CA	Conseil d'Administration
CIAHPD	Coopération Internationale Aide Humanitaire et Politique du Développement
CIEDEL	Centre International d'Etudes pour le Développement Local
CEFRAP	Centre d'Etude de Formations et de Réalisations Agro-Pastorales
CERCOOP	Centre de Ressource pour la Coopération Décentralisée en Franche-Comté
CFSI	Comité Français pour la Solidarité Internationale
CdM	Chargé de Mission
CECR	Centre d'Etudes des Cultures et des Religions – Faculté de Théologie UCLy
CL/T	Collectivités
CNCP	Commission Nationale des Certifications Professionnelles
CR	Conseil Régional
CRB	Croix Rouge de Belgique
CRDR	Centre Régional de Ressources du Développement Rural
CRDSU	Centre de Ressources et d'Echanges pour le Développement Social et Urbain
CRESO	Centre de recherche sur l'entrepreneuriat social
CUF	Cités Unies France
DD	Développement Durable
DEL	Développement Economique Local
DL	Développement Local
ECTS	European Credit Transfert Systeme
ECT2S	Programme Leonardo ECTS/ECVET
ECVET	European Credit System in Vocational Education
EH	Economie Humaniste
ESS	Economie sociale et solidaire
F3E	Fonds pour la promotion d'Etudes préalables, Etudes transversales et Evaluations
FdF	Fondation de France
FDL	Fonds du Développement Local / Financement du DL
FIRAH	Fondation International de la Recherche Appliquée sur le Handicap
FU	Formation Universitaire
GEDEM	Essonne

GeProCoDAL	Master de d'IEP : Gestion de projets de développement en Amérique Latine
GIZ	Coopération allemande : Gesellschaft für International Zusammenarbeit
HI	Handicap International
HH	Habitat et Humanisme
IA	Institut Anaphora
IEP	Institut d'Etudes Politiques
IDHL	Institut de Droits de l'Homme de Lyon
INDL	Institut National du Développement Local
IPC	Ingénierie de Projets de Coopération
IRDSU	Inter-réseaux de Professionnels du Développement Social et Urbain
ISARA	Ecole d'ingénieurs en alimentation, agriculture, environnement et développement rural
NIPAM	<i>Namibian Institute for Public Administration and Management</i> - Institut Namibien de l'Administration Publique et de Management
OA	Organisation d'Appui
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OSL	Observatoire social de Lyon
PP	Pouvoirs Publics
PRODERE AO	Programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest
PROFADEL	Programme de Formation des Agents du Développement Local
PU-AMI	Première Urgence – Aide Médicale Internationale
RC	Renforcement des Capacités
RAFOD	Réseau d'Appui aux Actions et Formations pour le Développement
RESACOOOP	Réseau Rhône-Alpes d'Appui à la Coopération
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
UCLy	Université Catholique de Lyon
UNADEL	Union Nationale des Acteurs et Structures du Développement Local
UNAT	Union Nationale des Associations de Tourisme
UN-MFR	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
USTL	Université de Sciences et Technologies de Lille
WP	Work Package